



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Mars 2025 - n°33

■ **Positions révolutionnaires en
Turquie suite à l'appel d'Abdullah
Öcalan, dirigeant du PKK**

éditorial

Ce numéro de *Crise* est particulier, puisqu'il consiste en une documentation au sujet d'une crise très particulière, celle existant en Turquie à la suite de « l'appel à la paix et à une société démocratique » du dirigeant du PKK, Abdullah Öcalan.

Nous avons déjà publié cet appel dans le numéro précédent, ainsi que des analyses présentant le sujet et le fond du problème. Nous ne revenons pas dessus dans ce numéro, même s'il nous faut résumer ici brièvement notre approche : la cause kurde est effectivement juste, les Kurdes sont héroïques d'abnégation, mais leur pragmatisme pour s'en sortir est improductif et finit par faire le jeu de telle ou telle puissance.

Accepter le soutien américain en Syrie, chercher à intégrer les institutions en Turquie... Tout cela ne peut que mal se terminer.

Pour bien cerner la question, nous publions ici les déclarations des organisations révolutionnaires en Turquie. Nous n'avons pas fait le tri et publions toutes celles existantes. Elles ont mis du temps à sortir, il faut le noter, car la situation est très délicate et le thème brûlant.

Sans le PKK, les organisations révolutionnaires en Turquie sont, en effet, en mauvaise posture, et critiquer celui-ci relève d'un luxe malaisé alors que toutes ou presque se sont placées dans son orbite. Leurs analyses évitent ainsi toujours de caractériser le PKK en termes de classe, et soutiennent unilatéralement le droit à l'auto-détermination (alors que celui-ci est normalement toujours subordonné aux intérêts de la révolution mondiale). C'est étrange.

Nous accordons, évidemment, une place également à l'exposition de la ligne du PKK lui-même, avec son « autogestion » et son « confédéralisme ».

Nous vous appelons à consulter, en Belgique et en France, les sites **vivelemaoisme.org** et **materialisme-dialectique.com**. ■

Le point de vue du KCK

Voici un discours, en date du 13 mars 2014, de Cemil Bayik est le co-dirigeant de la Koma Civakên Kurdistanê (KCK), l'Union des communautés du Kurdistan ».

En font partie le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) en Turquie, le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK) en Iran, le Parti de l'union démocratique (PYD) en Syrie, le Parti de la solution démocratique du Kurdistan (PÇDK) en Irak.

Il reflète le point de vue du PKK et de tous ceux qui suivent la ligne d'Abdullah Öcalan.

Cher peuple, chers Kurdes et chers peuples du Kurdistan,

Nous sommes actuellement en plein mois de Ramadan et de Newroz, à l'approche de l'Aïd el-Fitr. Je voudrais profiter de cette occasion pour vous féliciter à l'occasion de l'Aïd et adresser mes salutations et mon respect à Rêber Apo [= chef Apo, Apo voulant dire « oncle », terme désignant Abdullah Öcalan].

Je me souviens également avec respect des martyrs qui ont donné leur vie dans la lutte pour la liberté et la démocratie. Ils seront toujours les pionniers de notre lutte.

Comme chacun le sait, Rêber Apo a pris une initiative historique. En 1973, il a lancé une intervention historique en faveur des Kurdes et des peuples du Kurdistan, et aujourd'hui encore, il développe une intervention encore plus vaste et plus profonde.

Lorsque Rêber Apo a posé les bases de cette lutte, le peuple kurde était plongé dans un profond sommeil. Il avait été coupé de ses racines, de son histoire, de ses valeurs, de tout. Il courait à l'extinction. Personne n'aurait imaginé que les Kurdes pourraient un jour se relever.

Mais Rêber Apo ne le tolérait pas. Une vie qui tue les Kurdes était impossible. Il décida donc de poursuivre son intervention historique afin de redonner vie aux Kurdes. Il put ainsi remettre le peuple sur pied. Toutes les routes étaient fermées ; il ne restait plus qu'une seule issue aux Kurdes : prendre les armes contre le génocide et l'occupation.

C'est ainsi qu'est née la lutte armée. La guérilla joua un rôle historique et poussa le peuple kurde à lancer les serhildans [= les soulèvements kurdes].

Le peuple kurde s'était réapproprié le véritable sens du Newroz [le nouvel an le premier jour du Printemps] : celui d'un peuple au bord de la mort qui se réveillait, se soulevait et commençait à lutter pour son existence, pour la liberté et la démocratie.

À l'époque, Rêber Apo déclarait : « Nous avons mené une révolution de résurrection et nous l'avons réussie. L'heure est venue de la lutte de libération des Kurdes et du Kurdistan. » Il souhaitait donc transformer la lutte armée en lutte politique. Il souhaitait développer cette lutte démocratiquement, sur des bases politiques.

Car tout le combat et l'objectif de Rêber Apo étaient de permettre à un peuple de lutter pour sa liberté en toutes circonstances. Et puisque cela était réalisé, la lutte politique et démocratique devait se développer. La solution devait être trouvée sur cette base. C'est pourquoi il déclara un cessez-le-feu en 1993.

[Le président de la République de Turquie] Turgut Özal répondit à ce cessez-le-feu, et un processus démocratique et politique se développa. Mais il fut saboté. Les structures de type gang au sein du mouvement de libération et de l'État empêchèrent ce processus de se développer avec succès, et Turgut Özal fut également assassiné. Mais Rêber Apo maintint sa décision.

Il l'expliqua dans son entretien avec Mehmet Ali Birand. En 1995, il a soumis un rapport à notre mouvement et a appelé à la tenue d'un congrès pour apporter des changements au mouvement de libération. Certains changements ont été réalisés lors de ce 5e congrès, mais ils étaient très insuffisants et incomplets.

Malgré cela, Rêber Apo a persisté dans sa stratégie, le changement et la transformation qu'il souhaitait opérer au sein du mouvement de libération, et il a pris les mesures qui s'imposaient.

Lorsque Necmettin Erbakan est arrivé au pouvoir en Turquie [comme premier ministre de la République de Turquie], il a envoyé des lettres à Rêber Apo, auxquelles il a répondu. Necmettin Erbakan souhaitait également que la question kurde soit résolue. Peut-être que Turgut Özal et Necmettin Erbakan ne souhaitaient pas trouver une solution comme nous le souhaitions, mais ils savaient que s'ils ne résolvaient pas cette question fondamentale, la Turquie serait confrontée à des problèmes bien plus graves à l'avenir.

C'est pourquoi ils ont cherché à résoudre la question d'une manière ou d'une autre. Mais tout comme Turgut Özal a été assassiné, Necmettin Erbakan l'a été aussi. Mais une fois de plus, Rêber Apo a continué à œuvrer sur la base de cette stratégie.

Le 15 août 1998, Rêber Apo fit une évaluation dans laquelle il déclarait œuvrer à la poursuite du travail entrepris en 1993 et développé en 1995. Il souhaitait achever le changement et la transformation qu'il avait initiés au sein du mouvement pour la liberté. Fort de ce constat, il déclara à nouveau un cessez-le-feu.

Mais la réponse fut la conspiration internationale. Par cette conspiration, ils cherchèrent à entraver le succès des efforts de Rêber Apo. Ils comprirent que si le mouvement pour la liberté parvenait à changer les choses, ils ne pourraient plus l'arrêter.

Ils mirent alors en œuvre cette conspiration internationale pour empêcher le mouvement de se développer davantage. Comme on le sait, Rêber Apo fut pris en otage [= arrêté le 15 février 1999 au Kenya], mais il ne renonça pas à son objectif. Malgré les difficultés rencontrées à Imrali, il parvint à mener à bien le travail entrepris en 1993.

Partant de là, il a développé un nouveau paradigme. Jusqu'en 2005, il a su le formuler de manière globale, le présenter et en assumer la responsabilité. Fort de ce paradigme, il a agi avec détermination et courage face à la situation d'Imrali. Il souhaitait engager l'ensemble du mouvement pour la liberté sur la voie démocratique et politique. Il souhaitait résoudre la question kurde par des moyens démocratiques et politiques.

À chaque pas dans cette direction, ceux qui s'opposaient à la résolution de la question kurde, ceux qui aspiraient à la guerre et en tiraient profit, intervenaient. Ils sont intervenus en 2003, 2005, 2009, 2013 et 2015 pour empêcher le mouvement pour la liberté de mettre en œuvre ce nouveau paradigme. Ils ne voulaient pas que le mouvement pour la liberté s'organise selon ce nouveau paradigme afin de parachever le génocide et la liquidation.

Rêber Apo n'a cependant pas abandonné ses efforts. Car l'objectif de Rêber Apo était de créer un peuple capable de lutter pour sa liberté en toutes circonstances, et il a réussi dans cette cause.

C'est pourquoi il a déclaré : « L'ère des peuples a commencé ; l'ère des partis est terminée. »

Le PKK avait joué un rôle historique. Il avait empêché l'assimilation et le génocide, revitalisé le peuple kurde et l'avait ramené à la raison. Il avait orienté le peuple kurde vers la liberté et la démocratie. Le travail du parti était donc achevé.

L'ère des peuples était arrivée, il avait donc changé de paradigme et voulait organiser la société en conséquence, créer une société organisée, un peuple déterminé.

Les collaborateurs de l'État turc, de l'OTAN et du système capitaliste moderne – au Kurdistan comme à l'extérieur – ont toujours soutenu l'État turc et sa politique de déni et d'annihilation.

L'État turc s'est toujours efforcé d'obtenir des résultats avec cette politique. Son objectif était de liquider le mouvement de libération et d'achever le génocide kurde. Avec la capture de Rêber Apo, le mouvement a subi un coup dur. Ils ont calculé que s'ils s'attaquaient au mouvement, il ne serait pas en mesure d'appliquer le nouveau paradigme et de poursuivre la lutte.

Ils ont utilisé tous les moyens possibles sur cette base. Ils ont présenté une politique et un plan ; ils ont dit qu'ils les « contraindraient à se soumettre ». Autrement dit, ils ont dit qu'ils briseraient la volonté du peuple kurde, liquideraient son mouvement de libération et parachèveraient le génocide kurde. Ils ont travaillé sur cette base pendant des années.

Surtout après le 15 février [1999 et l'arrestation d'Abdullah Öcalan], ils ont intensifié cette politique. Ils pensaient obtenir des résultats de cette manière, mais ils n'en ont pas obtenu. Malgré tous leurs efforts pour liquider le PKK et achever le génocide kurde, ils ont finalement échoué. Dans le même temps, les problèmes de la Turquie n'ont fait qu'empirer.

La Troisième Guerre mondiale s'est développée au Moyen-Orient. La Turquie et l'Iran se sont vu attribuer un rôle dans les Première et Seconde Guerres mondiales. Leur rôle était de développer la mentalité et le système de l'État-nation au Moyen-Orient.

Sur cette base, l'accord Sykes-Picot pour le Moyen-Orient a été conclu par l'alliance entre la Grande-Bretagne et la France. Il a ouvert la voie au système de la modernité capitaliste. Mais aujourd'hui, la Troisième Guerre mondiale a mis fin à cet accord.

Le système de l'État-nation a été sérieusement ébranlé et une situation fondamentalement nouvelle est apparue au Moyen-Orient. De ce fait, l'Iran et la Turquie n'ont plus le rôle qu'ils avaient auparavant.

Après la Première Guerre mondiale, l'État turc a été établi, Shah Pahlavi est devenu chef de l'Iran, et après la Seconde Guerre mondiale, Israël a été créé. Avec la Troisième Guerre mondiale, l'hégémonie israélienne s'est développée au Moyen-Orient, prenant ainsi le pas sur la Turquie et l'Iran. C'est pourquoi la Turquie et l'Iran souffrent tant. Ce sont eux qui ont développé le système de l'État-nation qui est actuellement en train de se démanteler au Moyen-Orient. Un grand danger est apparu pour l'Iran et l'État turc.

La Turquie prend conscience du grand danger qui la guette. Elle craint la guerre menée par Israël au Moyen-Orient. Elle réalise qu'elle n'a personne pour la sortir de cette situation difficile, hormis les Kurdes. Elle souhaite donc à la fois prévenir le danger posé par les Kurdes et s'en sortir avec leur aide. Les options sont donc limitées. Soit elle améliore ses relations avec les Kurdes et obtient leur soutien, ce qui lui permettra de sortir de cette situation difficile, soit elle subira un coup dur.

C'est pourquoi Devlet Bahçeli [qui est le dirigeant du mouvement fasciste qu'est le Parti d'action nationaliste - MHP] a pris l'initiative de rejoindre le parti DEM [Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples] au Parlement.

Ils voulaient liquider le PKK et achever le génocide kurde. Pour cela, ils se concentraient sur Rêber Apo, convaincus qu'une fois neutralisé, ils obtiendraient des résultats. Mais les évolutions au Moyen-Orient et les problèmes auxquels la Turquie était confrontée leur ont donné tort et les ont obligés à se tourner vers Rêber Apo.

Ils ont maintenant commencé à accepter Rêber Apo et les Kurdes. C'est un changement majeur qui s'est produit. Quelles sont leurs intentions nous importe peu, mais il est nécessaire d'observer et de comprendre les changements, les évolutions et les mesures prises sur cette base.

C'est dans ces conditions que Rêber Apo a formulé son appel à la paix et à une société démocratique. Car Rêber Apo a compris qu'en prenant l'initiative, il pouvait obtenir des résultats. Il a affirmé avoir le pouvoir de développer cette initiative.

Rêber Apo a compris qu'il pouvait mener à bien le processus lancé en 1993, car les conditions ont beaucoup changé. Il est capable d'atteindre ses objectifs. C'est pourquoi Rêber Apo a déclaré que l'ère des partis était révolue et que l'ère des peuples avait commencé.

Il souhaite renforcer, organiser et développer la société et les communautés kurdes. C'est sur cette base que s'appuient son initiative, sa déclaration et son appel. Il ne s'agit pas d'une simple négociation avec l'État turc pour développer cette initiative. Ce mouvement est un mouvement de volonté.

Rêber Apo a réalisé une intervention historique à un moment où les opportunités étaient rares, où les difficultés étaient nombreuses, où la politique génocidaire de l'État turc battait son plein et où les Kurdes étaient au bord de la mort.

Rêber Apo croit en lui-même, en sa volonté, en ses camarades et en son peuple ; il s'est bien formé et, sur cette base, il prend ces mesures. Par ces mesures, il force également l'État turc à agir. Il souhaite développer une politique démocratique et permettre au peuple d'exprimer sa propre volonté afin qu'il puisse décider de son propre destin. Tel est le but de l'initiative de Rêber Apo.

Rêber Apo veut sortir la question kurde du champ de la guerre. Ce qui devait être fait sur le terrain de la guerre a été fait ; les questions restantes doivent être résolues sans guerre. Le mouvement et le peuple ont atteint ce stade.

De nombreux États, pouvoirs, individus et acteurs politiques kurdes, en Turquie et sur la scène internationale, tirent profit de la guerre au Kurdistan. Ils refusent la fin de la guerre et refusent que la lutte pour une solution à la question kurde soit portée au niveau politique et juridique. Une fois la question kurde résolue, ils perdront leurs moyens de subsistance. Atteindre cet objectif et laisser leurs tentatives de sabotage s'effondrer est l'un des objectifs de la stratégie développée par Rêber Apo.

À l'époque du socialisme réel, de nombreuses organisations, forces et même États se sont organisés en s'appuyant sur lui. Après l'effondrement du socialisme réel, les partis et États qui lui étaient affiliés se sont effondrés un à un. Le PKK, lui aussi, a émergé au XXe siècle et a été fondé sous l'influence du socialisme réel.

Aujourd'hui, seul le PKK subsiste, tous les autres ayant été liquidés. Le fait que seul le PKK survive est lié à la réalité de Rêber Apo.

Depuis ses débuts jusqu'à aujourd'hui, Rêber Apo a fondé chaque étape sur le changement, la transformation et la réorganisation. Il a toujours suivi une ligne indépendante en matière d'idéologie, de philosophie, d'organisation et de lutte. Il ne considère jamais ce qu'il a développé comme complet ou suffisant ; il le considère comme incomplet et souhaite le perfectionner.

C'est ce qui permet au mouvement pour la liberté de vivre, de se développer, de se renouveler et de connaître le succès. L'échec de toutes les attaques et conspirations contre le mouvement pour la liberté est dû à cela. La personnalité de Rêber Apo est fondée sur le succès et le développement. Il ne connaît aucune limite. Il se concentre uniquement sur ce qui sert ses intérêts.

Le mouvement pour la liberté a débuté sous la forme d'un parti, dont l'objectif était de créer un peuple capable de lutter pour sa liberté en toutes circonstances. Cet objectif a été atteint en 1993.

Depuis 1993, le combat de Rêber Apo était entièrement axé sur une société démocratique. Le paradigme qu'il a développé à Imrali s'appuie également sur cette base. Nous n'avons pas pu pleinement respecter ce paradigme en raison de toutes les interventions, et nous avons aussi nos lacunes. C'est pourquoi ce processus a pris autant de temps.

Rêber Apo a pris une décision historique et développe une intervention qui en découle. Il a décidé de mettre le mouvement pour la liberté au service du nouveau paradigme.

Ce nouveau paradigme repose sur la liberté des femmes, l'écologie sociale et la société démocratique.

Rêber Apo œuvre pour la fraternité et la paix sur la base d'une société libre. Le mouvement pour la liberté a dépassé les frontières du Kurdistan et est devenu un espoir international. Il est impossible de poursuivre cette lutte et d'atteindre nos objectifs uniquement par le biais d'un parti.

Ce dernier a rempli son rôle. Il ne répond pas suffisamment au processus en cours ; il reste étroit.

C'est pourquoi Rêber Apo adapte son organisation et sa lutte aux évolutions et aux changements. Nous ne renonçons pas à notre idéologie, à notre philosophie et à notre paradigme. Nous opérons un changement et une transformation en fonction de la manière dont nous pouvons les appliquer en matière d'organisation et de lutte. Le mouvement de Rêber Apo se réorganise sur cette base.

Le PKK a grandement servi non seulement le peuple du Kurdistan, mais l'humanité tout entière. Certains nient peut-être cela aujourd'hui, et certains disent même : « Le PKK est bloqué ; il n'a plus rien à faire ; toutes ses voies sont fermées ; il ne lui reste qu'une seule issue : se rendre. »

C'est ce qu'on dit de Rêber Apo et du PKK. C'est une insulte. Seuls les sans scrupules et les ennemis jurés de Rêber Apo et du PKK tiennent ce discours. Certains sont hostiles depuis la fondation du mouvement pour la liberté et continueront de l'être. Notre peuple doit comprendre cela.

Ceux qui tiennent de tels propos aujourd'hui, ceux qui jurent leur inimitié contre le mouvement pour la liberté et ceux qui tiennent des discours aussi creux sont ceux qui s'affaiblissent, sont désespérés et courent un grand danger. Ils cherchent à tromper tout le monde, à dissimuler leur faiblesse et à se donner une image de force.

Ils mènent une guerre psychologique spéciale contre Rêber Apo et ce mouvement. Ils ne le font pas seulement aujourd'hui ; ils appliquent cette politique depuis le tout début. Peut-être ont-ils atteint aujourd'hui le plus haut niveau.

Le PKK a accompli de grandes choses. Il a empêché le déni, l'extermination et l'assimilation. Il a ressuscité le peuple kurde, plongé dans l'angoisse de la mort et menacé d'extinction. Le PKK a orienté le peuple vers la liberté et la démocratie et l'a poussé à lutter pour elles. Il a ouvert la voie à la démocratie, à la paix et à la recherche de solutions.

Il a créé une identité pour les Kurdes et a développé l'unité kurde. Il a lancé une révolution démocratique. Il a transformé la mentalité, la personnalité et la vie des Kurdes. Il a développé la révolution des femmes. Il a restauré tout ce qui avait été arraché aux Kurdes.

Le PKK a amené les Kurdes à ce stade. Il lutte désormais pour résoudre les problèmes de liberté et de démocratie. Rêber Apo a déclaré cette décision.

Le peuple kurde est devenu un peuple respecté dans le monde entier. La lutte pour la démocratie et la liberté repose sur les femmes kurdes, le peuple kurde, Rêber Apo et son paradigme. Et maintenant, Rêber Apo veut effacer les effets du socialisme authentique du mouvement. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles il développe cette initiative.

Tout comme il souhaite résoudre les problèmes des peuples, il souhaite également résoudre ceux du socialisme. C'est pourquoi cette initiative est si importante et historique.

Lorsque Rêber Apo a exprimé sa volonté de développer un mouvement pour la paix et une société démocratique, de nombreuses personnes ont tenté de l'en empêcher. Ils voulaient l'empêcher de faire sa déclaration.

Des administrateurs ont été nommés de force, des arrestations, des insultes ont eu lieu et toutes sortes d'attaques ont eu lieu. Ils ont ainsi tenté de créer une réaction et d'empêcher la déclaration, sachant que cette annonce entraînerait de nombreux changements en Turquie et au Moyen-Orient. Ils ne voulaient pas que la démocratie, la liberté et la paix se développent, car ils profitent de la guerre.

Pourtant, Rêber Apo a annoncé cette décision avec détermination et courage. Personne ne peut plus résister à Rêber Apo et à son paradigme. Ils pourraient tenter de saboter Rêber Apo, de l'isoler, de l'affaiblir, voire de détruire la foi en lui. Ils feront tout ce qu'ils peuvent. Notre peuple doit en être conscient.

Et tout comme ces groupes cherchent à saboter cette initiative et à en tirer profit, notre peuple, nos amis internationaux, les forces qui luttent pour la liberté et la démocratie, et ceux qui œuvrent à l'instauration du socialisme doivent également protéger Rêber Apo et l'initiative qu'il a initiée.

Ils doivent s'unir autour de Rêber Apo. Rêber Apo a entrepris une mission lourde et historique, et comme il l'a souligné, chacun doit partager cette responsabilité. Tout comme Rêber Apo a été le pionnier de cette initiative, chacun doit également y participer et la mener. Ils doivent viser la paix et l'instauration d'une société démocratique. Notre peuple en Turquie, tous les peuples vivant en Turquie, obtiendront ainsi de grands résultats.

Si la démocratie se développe en Turquie, tous les problèmes du pays, y compris la question kurde, seront résolus. Cela aura un impact considérable au Moyen-Orient, car la démocratisation y progressera également. La démocratie, la fraternité et l'unité des peuples, ainsi que la justice, seront instaurées.

Les effets de cette initiative sont déjà visibles en Syrie. Le Nord et l'Est de la Syrie et le gouvernement de Damas ont formé une alliance. Cela peut être un début positif. Cette situation est le fruit de la lutte des habitants du Nord et de l'Est de la Syrie.

Ils ont lutté héroïquement, et c'est ainsi que cette alliance s'est développée. Par cette démarche, ils souhaitent porter le combat qu'ils mènent depuis des années – au prix d'un lourd tribut et d'une souffrance immense – vers une nouvelle étape, une nouvelle ère. Ils souhaitent créer une nouvelle Syrie fondée sur une politique et une nation démocratiques. Cette initiative sert également cet objectif.

Si l'initiative et l'appel de Rêber Apo aboutissent en Turquie, leur impact sera encore plus grand au Moyen-Orient. Et même pour l'humanité. Pour ceux qui luttent pour la paix, pour ceux qui luttent pour la liberté et la démocratie, et pour ceux qui luttent pour le socialisme et la justice, Rêber Apo a précisément conçu cette initiative. Chacun doit y participer et accomplir son devoir. Chacun doit se concentrer sur la manière de mener cette initiative et de construire la démocratie, la liberté et la paix.

Le rôle principal incombe ici aux femmes et aux jeunes. Le mouvement des femmes a exprimé l'importance de la démarche de Rêber Apo pour elles. Notre mouvement a également affirmé que cette démarche constitue un manifeste pour le XXI^e siècle. Les femmes et les jeunes sont appelés à prendre la tête de ce mouvement et à créer une société démocratique.

Le paradigme développé par Rêber Apo repose sur la libération des femmes, l'écologie sociale et la nation démocratique. Les femmes et les jeunes doivent jouer un rôle stratégique dans la réalisation de ce paradigme. Les femmes et les jeunes se sont déclarés prêts, et je les en félicite.

Le peuple alévi doit savoir qu'il est également l'une des principales forces de ce mouvement. La démarche de Rêber Apo les maintiendra en vie. Cette démarche s'adresse à tous les peuples, à toutes les religions, croyances et cultures.

C'est une démarche pour une nation démocratique, la liberté, la démocratie, la paix et la justice. Elle s'adresse à tous. Ce n'est pas seulement pour la communauté kurde, le peuple kurde, mais aussi, par exemple, pour le peuple turc, la société turque, les intellectuels et les politiciens turcs. Cette initiative est gagnante pour tous. Il n'y a pas de perdant.

C'est pourquoi personne ne devrait s'y opposer. L'opposition turque, en particulier le CHP, les forces socialistes et démocratiques, devraient tous la soutenir. Le peuple kurde soutient cette initiative et lutte pour sa survie.

L'État turc, le gouvernement actuel, a empoisonné la société turque. Il doit éliminer ce poison. C'est non seulement le devoir de Rêber Apo, du mouvement pour la liberté et du peuple kurde, mais aussi celui du peuple turc. C'est aussi le devoir de ceux qui dirigent ces peuples et de ceux qui luttent pour la démocratie, la liberté et le socialisme en Turquie.

Rêber Apo a souligné qu'il fallait lui donner l'opportunité de jouer son rôle ; il faut créer des opportunités pour qu'il puisse porter le mouvement sur des bases politiques et juridiques. « Je peux le faire », a-t-il déclaré. Il a également appelé « à la dissolution du PKK et à la déposition des armes. Pour cela, un congrès doit se réunir et prendre ces décisions. »

La direction du PKK a également réagi et affirmé clairement qu'elle était prête et qu'elle soutenait la démarche de Rêber Apo et son appel.

« Pour y parvenir, un cessez-le-feu bilatéral doit être instauré », ont-ils déclaré. Car l'État turc n'a pas abandonné la guerre. Des drones survolent le pays chaque jour. Leurs bombardements quotidiens, aériens, de chars et d'artillerie, se poursuivent. Chacun peut supposer qu'il est fondamentalement impossible et dangereux de convoquer un congrès dans ces conditions.

Si l'État le souhaite réellement, et compte tenu de l'appel de Rêber Apo et de la réaction de la direction du PKK, les conditions nécessaires doivent être réunies pour qu'un congrès puisse avoir lieu et que les décisions nécessaires soient prises. Le mouvement l'a souligné, tout comme nous, en tant que coprésidents du Conseil exécutif.

Certains membres de l'État turc tiennent des discours dans leurs institutions, dans la presse et en politique. Leurs discours montrent qu'ils cherchent à semer le chaos et à troubler l'atmosphère.

Cela, bien sûr, n'inspire confiance à personne. S'ils veulent résoudre la question kurde, s'ils veulent que la Turquie soit à l'abri du danger et si elle veut que le pays se démocratise, ils devraient cesser de faire de telles déclarations. Tout le monde le souhaite et l'attend.

Comme je l'ai souligné, il s'agit d'un processus très délicat, qui ne se déroulera pas sans heurts. Notre peuple doit en être conscient. Pour que la démarche de Rêber Apo porte ses fruits, la campagne mondiale lancée pour sa libération doit non seulement se poursuivre, mais s'intensifier. Tous nos citoyens et nos amis internationaux doivent se mobiliser sur cette base. Il est nécessaire de garantir la libération de Rêber Apo et de détruire le système Imrali.

La lutte pour cela doit être renforcée. C'est ce qui nous est demandé à tous. Non seulement au Kurdistan du Nord et en Turquie, mais dans toutes les régions du Kurdistan et à l'étranger. Tous les amis internationaux du peuple kurde doivent lutter sur cette base.

Chacun doit agir pour la libération de Rêber Apo afin qu'il puisse jouer son rôle. Ce n'est qu'ainsi que la démarche qu'il a élaborée pourra aboutir.

Si la lutte se renforce sur cette base, la libération de Rêber Apo sera garantie et le système Imrali s'effondrera. Cela créera une situation nouvelle pour notre peuple, pour tous les peuples. Notre peuple et nos amis internationaux doivent savoir que Rêber Apo a toujours combattu pour le peuple kurde, pour tous les peuples et pour l'humanité, même face aux conditions et aux complots les plus difficiles.

Depuis la fondation du mouvement de libération jusqu'à aujourd'hui, il n'a jamais vécu un seul jour pour lui-même. Il a consacré toute sa vie au service du peuple kurde et de l'humanité. Il veut mener ce combat à son terme. Le mouvement qu'il a développé repose entièrement sur cette base.

Nous devons tous l'accepter, porter le fardeau de Rêber Apo et ne pas le laisser seul. Le peuple kurde, les peuples de Turquie, les peuples du Moyen-Orient et l'humanité entière sortiront également vainqueurs de cette action.

Sur ce, je vous adresse à nouveau mes félicitations à l'occasion du Newroz et des célébrations du Ramadan, et vous adresse mes salutations et mon respect. ■

Les communes – pierres angulaires du fédéralisme démocratique

Afin de lever le moindre doute sur de quoi il est question, voici une présentation du mode d'organisation sociale au Rojava, tirée de « Au-delà des lignes de front », brochure produite par le *Rojava Information Center*.

On est dans un idéal communautaire minimaliste, sur la base de l'autogestion.

Les communes sont l'unité la plus élémentaire du système politique de la Syrie du Nord et de l'Est. Elles sont établies à l'article 48 du Contrat Social, qui définit le système communal comme « la forme organisationnelle de base essentielle de la démocratie directe.

Il s'agit d'un système qui définit un cadre organisationnel et administratif pour la prise de décisions et la gestion. Il fonctionne comme un organisme indépendant à toutes les étapes de la prise de décision. » En plus d'agir en tant qu'organe démocratique, la commune est également l'organisation à travers laquelle les produits de base sont obtenus et distribués.

L'une des premières fonctions des communes a été la mise en commun des ressources pour acheter des générateurs électrique collectifs. Maintenant, elles servent de point d'accès pour obtenir du diesel et du pain subventionnés, ainsi que de porte d'entrée pour la prise en charge de nombreux problèmes administratifs. Les trois piliers centraux des communes sont définis comme suit :

- Autodéfense (xwe parastin) : protection de la commune.société.
- Éducation (perwerde) : changer les mentalités et donner du pouvoir aux gens.
- Résolution des conflits et recherche d'un consensus (lihevkirin) : résolution des conflits au sein des familles et entre celles-ci, réconciliation ou renvoi à des institutions judiciaires compétentes.

Une fois ces piliers établis, la commune est en mesure de servir de base à une économie autonome. Les coopératives se développent à partir des communes, l'ultime objectif étant l'émergence d'une économie communautaire à travers la mise en commun des ressources et le travail collectif.

Les communes ont des comités qui s'occupent de domaines tels que la santé, l'éducation, l'économie, l'autodéfense, la réconciliation et autres questions.

Les neuf comités qui sont répertoriés comme standard dans tous les niveaux de l'Administration autonome sont : Comité d'autodéfense, Comité de l'éducation, Comité de réconciliation et de justice, Comité des femmes, Comité de la jeunesse (et du sport), Comité de la santé, Comité des familles des martyrs, Comité des arts et de la culture, Comité économique.

En pratique, très peu de communes se sont développées au point d'organiser les neuf comités mentionnés ci-dessus. Les communes organisent des comités en fonction de leurs besoins et capacités. Par exemple, les communes en zones rurales sont plus susceptibles d'avoir créé des comités d'agriculture. Cependant, chacun de ces neuf comités existent dans les conseils aux niveaux supérieurs de l'administration.

Même si la commune est la plus petite unité, elle forme le noyau du système et sert comme poids et contrepoids politique fondamental. Les décisions des niveaux supérieurs ne devraient pas empêcher la prise de décision au niveau de la commune : ils devraient plutôt en théorie se fonder directement sur les décisions de la commune (...).

Le rôle donné aux communes dans le nouveau système politique consacre les communes en tant que « boucliers démocratiques » de la société. Bien que la culture de la région soit beaucoup plus propice à une organisation collective plus locale que des sociétés plus individualistes d'Europe et d'Amérique du Nord, le rôle envisagé pour les communes nécessite encore un changement de culture important pour que le système fonctionne comme prévu.

Même si certaines communes vivent en accord avec cette vision, cela n'est pas le cas de l'ensemble des communes. Dans l'Administration autonome, des discussions sont en cours pour évaluer dans quelle mesure les communes réussissent à s'organiser selon les principes du confédéralisme démocratique, et quels sont les obstacles.

Alors même qu'il existe un accord général selon lequel les communes n'ont pas encore pleinement rempli leur rôle dans la construction d'un système confédéral démocratique, le sentiment dominant est que les communes sont une partie non négociable de la structure politique et que les éliminer reviendrait à « tuer la société », selon les termes d'une interviewée.

Un défi auquel est confrontée l'Administration autonome, afin de pouvoir mettre pleinement en œuvre les idées derrière le projet politique confédéraliste, est celui du manque de compréhension et d'éducation de la population à propos du système communal. L'administration est prise dans un paradoxe, car la construction d'un nouveau système politique basé sur une culture politique « révolutionnaire », nécessite que les membres des communes d'y engagent énergiquement.

Beaucoup ne s'engagent pas encore dans celles-ci car la nouvelle culture politique n'est pas encore établie. Cependant, on peut aussi constater que la compréhension du système croit constamment dans la société. Des concepts comme « commune » et « conseil » font désormais partie du vocabulaire commun, et les communes se sont montrées indispensables en répondant aux besoins fondamentaux de la société.

Le défi de la transition vers un système de gouvernance nécessitant un niveau plus élevé d'engagement et de participation a fait que plutôt que de petites communes de 150 personnes (de plus de 15 ans), ce qui était l'intention initiale, les communes ont tendance à être constituées de 100 à 150 ménages, ce qui peut se traduire par plus de mille personnes.

Il a été observé que cette échelle de fonctionnement réduit le potentiel d'une véritable démocratie directe et rend plus difficile le développement d'un sentiment de responsabilité et d'engagement collectifs. Une préoccupation supplémentaire est que les attributions des communes sont devenues plus étendues que les trois piliers d'origine, ce qui signifie qu'elles peuvent devenir surchargées et ne pas être en mesure de hiérarchiser efficacement leurs rôles et leurs responsabilités.

Un défi plus important lié à la création d'une nouvelle culture politique est celui du fait que les gens ne sont pas habitués à se considérer comme faisant partie du processus politique. Ils et elles sont plutôt habitué·e·s à travailler dans un système dans lequel une personne détient tout le pouvoir et les autres n'en ont aucun. Ceci conduit à des situations où les coprésident·e·s des communes se mettent en position dominante, étouffant plutôt que favorisant la démocratie. En même temps, les membres des communes peuvent manquer de sens de responsabilité individuelle et collective et voir les coprésident·e·s comme un « nouvel État » qui résoudra leurs problèmes et leur fournira des services.

Cela peut conduire à une relation de dépendance envers les coprésident·e·s pour les ressources de base comme le gaz, le pain et l'eau, ainsi que pour l'information. Ceci est décrit comme la persistance de la « mentalité étatique » par les militant·e·s politiques qui tentent de mettre en œuvre le nouveau système. Ils et elles décrivent le défi d'essayer de construire une nouvelle approche de la politique à travers un changement de mentalité et de culture, et non seulement par la transformation des structures politiques et économiques. ■

Une utopie : la démocratisation de la dictature fasciste

Voici la position du TKP/ML – Parti Communiste de Turquie (Marxiste-Léniniste).

Fondé en 1972 par Ibrahim Kaypakkaya, ce Parti a connu de très nombreuses scissions au cours de sa longue histoire. Malgré cela, il a toujours possédé une continuité et le maintien de son activité de guérilla avec TIKKO.

Le TKP/ML se revendique du marxisme-léninisme-maoïsme et part du principe de la guerre populaire pour aborder de manière de critique la position d'Abdullah Öcalan.

Le 27 février 2025, la déclaration du leader de la lutte nationale kurde, Abdullah Öcalan, intitulée « Appel à la paix et à la société démocratique » a été annoncée au public.

Abdullah Öcalan, fait prisonnier le 15 février 1999 par une organisation de grande envergure composée de puissances impérialistes et de la dictature fasciste, lutte depuis 1993 contre la dictature fasciste sur la ligne de la « réconciliation et de la paix ».

Après avoir été fait prisonnier, Abdullah Öcalan a créé le paradigme de « l'autonomie démocratique » avec une ligne qui prônait la coexistence par la construction d'une société démocratique, et que le « droit d'établir un État » n'était plus valable dans la solution du problème national.

Abdullah Öcalan maintient depuis 26 ans l'idée que la « lutte armée » doit cesser en échange de la réalisation des « droits et libertés démocratiques ». En fin de compte, la ligne de lutte armée menée par le PKK s'est poursuivie depuis longtemps avec pour objectifs la « paix », les « droits démocratiques nationaux » et le « vivre ensemble sur des bases démocratiques ».

La République de Turquie avec un mauvais bilan dans « La recherche de la paix et de la réconciliation »

Dans tous les processus qu'elle a menés avec Abdullah Öcalan et le PKK sous le nom de « solution », la dictature fasciste s'est concentrée sur l'objectif de protéger la souveraineté de la « nation turque oppressive », le déni absolu de la pleine égalité des droits, la limitation des acquis démocratiques et l'usurpation du droit de s'engager en politique.

Cette attitude de la République fasciste de Turquie a conduit au blocage des processus se développant dans le but de « paix et de réconciliation ».

Pour la République fasciste de Turquie, les pourparlers de « paix et de réconciliation » se sont poursuivis avec l'affaiblissement de l'organisation des Kurdes, l'escalade de l'hystérie chauvine, les arrestations et les attaques de détention, les opérations militaires, l'utilisation de toutes sortes de positions réactionnaires et la préservation et la poursuite de l'isolement [d'Abdullah Öcalan dans la prison] d'Imrali.

Le processus de « paix et de solution » a toujours eu pour la République de Turquie comme pour objectif de liquider et a servi d'argument en faveur de la guerre pour réprimer plus fermement le mouvement kurde.

En 1993, la lutte du PKK pour un cessez-le-feu et la paix s'est soldée par l'incendie et l'évacuation de villages par la République de Turquie, la destruction des guérilleros et l'emprisonnement de milliers de Kurdes dans les zones démocratiques.

Le résultat du processus de retrait et de création des bases de la « paix » en 2000 a été la destruction des guérilleros en retraite, le déni de l'existence des Kurdes, le renforcement de l'isolement d'Imrali, la fermeture du parti kurde légal et l'attaque des zones démocratiques par des arrestations et des détentions.

Le processus de « réconciliation et de paix » qui a débuté en 2007-2008 s'est accompagné de l'élimination de la guérilla, de massacres lors des soulèvements, de l'arrestation de milliers de personnes dans la zone démocratique par le biais des opérations du KCK et de la définition des droits nationaux kurdes comme un problème « existentiel ».

La période qui a débuté avec les négociations d'Oslo en 2009 et qui a été systématisée en mars 2013 et appelée le « Processus de solution » s'est déroulée en coordination avec le massacre de Roboski [= une frappe aérienne contre des villageois kurdes], l'arrestation de milliers de personnes et le meurtre de [l'une des fondatrices du PKK] Sakine Cansız et de ses amis à Paris [en 2013].

Avec une série de réunions et de négociations avec Abdullah Öcalan et le PKK, le processus de retrait de la guérilla a commencé, et les pressions, en particulier sur les zones démocratiques, et les « activités de domination des postes de police, des forteresses et des zones » dans les zones de guérilla se sont poursuivies sans interruption.

L'un des volets essentiels du « processus de solution » lancé en 2013 pour la République de Turquie est le volet Syrie et Rojava. Elle est prise dans le paradoxe du renversement d'Assad d'un côté et de l'échec de l'expansion des acquis nationaux kurdes de l'autre. La ligne qui vise à maintenir le Rojava en phase avec ses propres intérêts politiques vise également à maintenir le mouvement kurde soumis à lui-même en encourageant les attaques djihadistes. Au cours de ce processus, une tentative a été faite pour étrangler Kobané avec le soutien de la République de Turquie, et des soulèvements de masse ont eu lieu au Kurdistan turc pour soutenir Kobané.

Le soulèvement de Kobané en octobre 2014 a été suivi par le massacre de dizaines de jeunes kurdes par la République turque. La République de Turquie a lancé le concept de « guerre totale » en juillet 2015, considérant que les gains croissants des Kurdes au Rojava et les préparatifs qu'ils ont faits pour une guerre à plus grande échelle au cours du « processus de négociation » se sont transformés en un avantage pour elle-même.

La vague d'arrestations visant les zones démocratiques et légales, les attaques contre les zones de guérilla et le Rojava, ainsi que l'auto-résistance qui s'est développée contre les attaques d'août 2015, ont conduit au processus de destruction des villes avec des chars, de l'artillerie et des avions. La République fasciste de Turquie a considéré la période qu'elle appelle le « Processus de solution » comme une opération de liquidation idéologique, politique et organisationnelle.

La saisie et l'arrestation de bureaux parlementaires et municipaux pendant la guerre totale, l'emprisonnement de milliers de personnes dans les zones démocratiques, l'extermination des zones de guérilla, l'occupation militaire du Rojava et du Kurdistan irakien, ont été organisés avec des campagnes chauvines basées sur une hostilité implacable envers les Kurdes.

La République fasciste de Turquie a continuellement augmenté la dose d'agression à chaque fois qu'elle s'est assise à la table des négociations de paix et de réconciliation avec le mouvement kurde depuis 1993, et a continuellement attaqué les droits démocratiques et les possibilités de s'engager dans une politique légale.

La guerre contre le Mouvement national kurde s'est poursuivie sans interruption sous la forme d'une guerre d'anéantissement. Durant ces périodes, le fascisme a maintenu sous une lourde oppression non seulement les Kurdes mais aussi tous les segments de la société qu'il ne pouvait pas soumettre à son hégémonie.

D'un côté, il a paralysé les masses en les empoisonnant avec le chauvinisme, et de l'autre, il a utilisé toute la tyrannie de la machine d'État. Il a fermé les voies de lutte pour les réformes et a jalousement préservé son caractère fasciste nécessité par les conditions socio-politiques et économiques dans lesquelles il s'est trouvé.

Les gains démocratiques de la République de Turquie, les droits qui éroderaient la souveraineté nationale turque et les opportunités que la politique légale offrirait à la lutte progressiste ont été considérés comme une menace existentielle. Il a adopté une position fondée sur la préservation de tous les éléments de ses principes fondateurs et de sa philosophie, indépendamment de la paix ou de la guerre, en renouvelant son hostilité envers la nation kurde et les autres nationalités opprimées, les croyances opprimées, les travailleurs et les ouvriers.

Déclaration d'Abdullah Öcalan et la compréhension idéaliste de l'histoire

Maintenant, dans un tel contexte, il est nécessaire d'examiner certaines des déterminations qui ont conduit à l'appel d'Abdullah Öcalan et de prendre position. Parce que l'explication est dominée par des approches idéalistes et erronées du problème national et de sa solution, ainsi que par des lectures du processus historique.

En ce sens, il a le droit de prendre une position politico-idéologique quant à la détermination du sort du mouvement politique qu'il dirige. C'est à sa disposition.

Toute erreur commise sera sans aucun doute de sa responsabilité.

Il a déclaré qu'il assumait l'entière responsabilité de l'appel au désarmement et à la liquidation. Compte tenu de sa place dans l'arène politique, dans la vie sociale et même à l'échelle régionale, les décisions qu'elle prend ont la qualité d'influencer et de déterminer l'avenir.

À cet égard, la justification du problème aura un impact sur la conscience et l'action des larges masses. Les révolutionnaires et les communistes, voyant et connaissant cet effet, s'efforcent de former une attitude, de se préparer aux conséquences que le processus entraînera et d'attacher de l'importance à l'approche correcte, à la critique appropriée et à la lutte idéologique.

Öcalan a développé la perspective suivante sur les relations kurdes-turques d'un point de vue historique :

« Les relations kurdes-turques. Tout au long de leur histoire de plus de 1000 ans, les Turcs et les Kurdes ont toujours jugé nécessaire de rester dans une alliance, l'aspect volontaire étant prédominant, afin de maintenir leur existence et de survivre face aux puissances hégémoniques.

Les 200 dernières années de la modernité capitaliste ont eu pour objectif principal de briser cette alliance. »

Parce qu'Öcalan interprète mal le processus par lequel les nationalités deviennent une nation et acquièrent leur propre intégrité et conscience nationales, il commet l'erreur de considérer le processus de fragmentation féodale et de domination sous le régime seldjoukide-ottoman avec la structure nationalisée d'aujourd'hui.

À l'époque ottomane, la structure économique, le caractère politique, la forme de gouvernement, la structure de l'État et les relations sociales de la société féodale étaient dominants. Non seulement la nation kurde, mais aussi de nombreuses autres nations et croyances sont restées sous la domination ottomane dans le cadre de relations féodales et conformément à ses principes et règles.

Ces nations sont sous la domination de serfs et de grands propriétaires terriens créés par la fragmentation féodale, sous la domination de relations sociales fermées et sous des relations de dépendance à la terre.

À l'aube du capitalisme et de la domination de la production et des relations marchandes, les nations sont devenues des nations en établissant leur unité territoriale, économique, linguistique et spirituelle. Une nation n'est pas une race ou une union tribale.

À cet égard, à l'époque féodale, il n'existait aucune structure ou communauté appelée nation kurde ou turque qui incluait l'unité et l'intégrité politiques au sens où nous l'entendons aujourd'hui.

Il y a des Kurdes et des Turcs, mais ils n'ont pas le caractère d'une nation à ce stade historique. Il n'existe aucune structure politique ni aucun réseau de relations qui les représente. La séparation et la fragmentation des sociétés en nations et leurs tentatives d'obtenir une unité politique au sein de leurs propres territoires sont un résultat objectif des relations capitalistes. La séparation des Turcs et des Kurdes en différentes nations n'est pas le résultat d'un conflit extérieur ou des efforts d'une volonté supérieure, mais l'introduction de relations capitalistes qui ont établi la domination dans le monde.

Il convient de décrire cela comme un développement et un résultat historiques. L'approche inverse conduirait à s'éloigner de la compréhension de la situation, de la définition de la nation vers les exigences et les conditions qui façonneront la volonté commune de vivre des communautés nationales d'aujourd'hui. Oui, les Turcs et les Kurdes ont une relation qui remonte à 1000 ans, mais sans conscience nationale, sans distinction et opposition fondées sur le nationalisme ou sans unité, il existe une relation dominée par les relations féodales.

Cette lecture historique ne suffira pas à expliquer les relations, l'unité, l'opposition et les divisions entre les nations kurde et turque qui existent aujourd'hui. À cet égard, alors qu'Öcalan fait référence aux relations historiques, il adopte une approche qui dissimule la nature historique de la relation entre les nations kurde et turque aujourd'hui et crée un projet historique commun injustifié.

Cela facilitera la compréhension déformée de l'histoire de la souveraineté turque afin de se légitimer. Des arguments tels que l'ouverture des portes de Malazgirt [avec la défaite majeure de l'empire byzantin en 1071] et la lutte sur le même front à Çanakkale [affrontement turco-britannique en 1922] encouragent le caractère réactionnaire de l'histoire de la souveraineté turque. À cet égard, c'est une erreur.

Les conflits vécus par les dirigeants turcs et la ligne du déni

Encore une fois, Abdullah Öcalan fonde le désarmement et la liquidation du PKK en se concentrant sur la solution des problèmes politiques et sociaux avec l'approche suivante :

« L'effondrement du socialisme réel pour des raisons internes dans les années 1990 et la dissolution du déni d'identité dans le pays, ainsi que les développements en matière de liberté d'expression ont conduit au manque de sens du PKK et à sa répétition excessive. Il a donc achevé sa vie comme ses homologues et a rendu sa fin nécessaire. »

Comment et sur quelle base le PKK s'est-il répété est une autre question. Cependant, l'approche selon laquelle « le déni d'identité dans le pays a été résolu, la liberté d'expression a été assurée » est une approche qui ne peut s'expliquer qu'en fermant les yeux sur la vérité.

Les classes dirigeantes turques ont accepté l'existence kurde sous l'influence de la lutte sociale et surtout de la lutte armée menée par le PKK avec son programme national.

Parce que la république fasciste a été fondée sur la philosophie « une langue, une nation ». Elle reposait sur la thèse selon laquelle les Kurdes étaient également des Turcs et formait une ligne de négation. Aujourd'hui, cependant, il existe une ligne de déni qui affirme que les Kurdes existent, qu'ils ont une langue, mais qu'ils n'ont pas de droits nationaux en tant que communauté.

Il faut ici y voir un recours à une nouvelle définition du déni en termes de gestion de la dissolution. Ce n'est pas une nouveauté dans l'histoire des dirigeants turcs. M. Kemal et ses amis ont eu recours à une hypocrisie similaire en raison de la pression qu'ils ont subie pendant la période de la « Guerre d'Indépendance ».

M. Kemal a pu dire au congrès de Sivas : « Les Kurdes et les Turcs vivent en Turquie », et İsmet İnönü a pu dire à Lausanne : « Je suis le représentant des Turcs et des Kurdes ».

Les difficultés de la période que nous traversons peuvent et ont amené les classes dirigeantes à ce point. Cependant, lorsque les conditions ont changé, la situation est rapidement revenue à une ligne de déni rigide, de massacre et de destruction.

Le camarade İbrahim Kaypakkaya nous a donné un conseil que nous ne devons pas oublier :

« La bourgeoisie exige l'inégalité en faveur de sa propre nationalité à chaque occasion, exige des privilèges, viole les droits les plus naturels des autres nations, etc.

La bourgeoisie de la nation dominante peut reconnaître l'existence d'autres nations, et peut même leur accorder certains droits lorsque cela est nécessaire. Comme la bourgeoisie arabe en Irak. Mais ils bafouent ces droits à chaque occasion et veulent écraser les autres nationalités à chaque occasion. »

En d'autres termes, les classes dirigeantes de la nation oppressive préservent l'essence de l'hostilité envers les nations opprimées.

L'approche par laquelle le déni en question est résolu doit être considérée comme un effort visant à définir les Kurdes dans les nouvelles conditions de l'esclavage. En même temps, si nous considérons cela à partir du principe qu'une nation qui opprime une autre nation ne peut jamais être libre, cela inclut également l'asservissement de la nation turque par le chauvinisme et la corruption des privilèges nationaux.

En matière de liberté d'expression, la dictature fasciste ne recule jamais. Surtout depuis 2015, il y a un choix strict comme l'oppression de la police et de la gendarmerie, la détention, l'arrestation, le chômage, l'isolement et le meurtre en échange de la liberté de parole, d'action, d'association et d'expression. Il existe une réalité étatique qui abolit la liberté d'expression même à la tribune parlementaire. La suppression du déni ou la détection d'un progrès dans la liberté d'expression ne peut résulter que d'une erreur et d'un manque de respect de la vérité.

Le déni du droit à l'autodétermination est une utopie

A. Öcalan a déclaré ce qui suit dans sa déclaration :

« PKK. Son pouvoir et son soutien provenaient du fait que les canaux politiques démocratiques étaient fermés. Le résultat inévitable du mouvement nationaliste extrême ; l'État-nation séparé, la fédération, l'autonomie administrative et les solutions culturalistes ne peuvent pas être la réponse à la sociologie historique de la société. »

Il a continué en faisant les observations suivantes marquantes concernant la solution :

« Le deuxième siècle de la République ne peut parvenir à une continuité durable et fraternelle que s'il est couronné par la démocratie.

Il n'y a pas de voie en dehors de la démocratie pour construire et mettre en œuvre un système — et il ne peut en exister. Le consensus démocratique est la méthode fondamentale.

Le langage de l'ère de la paix et d'une société démocratique doit également être développé en accord avec la réalité. »

Il ne fait aucun doute que la fermeture des canaux politiques démocratiques, l'intolérance envers les différentes idées politiques, autrement dit la structuration fasciste de l'ensemble de l'État, engendreront des formes de lutte, des tactiques, des stratégies et des positionnements uniques pour les révolutions sociales ou nationales. Dans ce contexte, les révolutions nationales ou sociales agissent d'une manière qui adopte la ligne de la lutte armée du début à la fin contre la structure étatique fasciste façonnée par la réalité sociale semi-féodale et semi-coloniale.

En fin de compte, la structure sociale qui dépend profondément de l'impérialisme et qui est façonnée en alliance avec le féodalisme et les classes dirigeantes qui maintiennent sa domination ne progresse pas sur la voie de la « démocratie ». Cette structure nécessite d'utiliser l'État comme un mécanisme dévastateur de violence et de créer des lois, des statuts, des règlements et un pouvoir d'État à caractère fasciste.

Il présente cela non pas comme une intention ou un choix, mais comme une nécessité. Les libertés et les droits démocratiques constituent un défi pour les classes dirigeantes qui souhaitent gouverner dans de tels pays. C'est l'échec à créer les conditions que l'impérialisme souhaite pour son exploitation.

Cette situation s'applique également aux classes dirigeantes turques. Même pour les droits démocratiques, la force et la violence prennent la forme d'une forme de lutte pour les opprimés.

De plus, la base économique et sociale et la formation politique historique de tels systèmes à l'époque de l'impérialisme leur ont fait rater le train de la « démocratie bourgeoise ». Sa relation avec l'impérialisme est fondée sur une ligne réactionnaire absolu. La forme politique de cette ligne réactionnaire est le fascisme.

Cette situation nous confronte à la démocratie en Turquie comme à un problème révolutionnaire. La grande bourgeoisie, qui a raté le train des « révolutions démocratiques bourgeoises » à l'époque de l'impérialisme et est devenue réactionnaire et a acquis un caractère comprador, a établi sa domination politique en formant une alliance avec les propriétaires fonciers.

La possibilité d'apporter la démocratie aux problèmes sociaux, y compris à la question nationale, dans un mécanisme étatique dominé par cette alliance de classes dirigeantes, a été historiquement éliminée.

Sur cette base, la question de la démocratisation sur une base sociale ou nationale en Turquie est devenue le problème de la révolution. En insistant sur le fait qu'« il n'y a pas d'issue à la démocratie », Öcalan met en avant la réconciliation des contradictions de classe, nationales et sociales. Le problème qu'il faut comprendre et saisir est que les classes dirigeantes considèrent toutes les conditions et circonstances antidémocratiques comme déterminantes dans la contradiction entre les deux nations.

À cette fin, ils créent tous les mécanismes d'oppression, d'armement et de formes d'organisation et maintiennent leurs positions. Dire qu'il n'existe pas de voie « non démocratique » contre ce positionnement du côté des opprimés, c'est faciliter la tâche de la ligne réactionnaire ravageuse.

Il faut aussi dire que les concessions que feront les classes dirigeantes sur des questions telles que la langue, la culture, les droits politiques légaux, etc. dans la question nationale sont des progrès, mais elles n'incluront pas la démocratisation de la structure sociale et sociétale holistique.

La solution complète et définitive au problème national est que la nation opprimée prenne en main le droit à la libre séparation. Lorsque la nation opprimée ne peut pas obtenir le droit de se séparer librement, ce ne sera qu'une « UTOPIE » pour les nations de parvenir ensemble à l'égalité démocratique.

Vivre ensemble librement, sur la base d'une pleine égalité des droits, ne sera possible que si la nation obtient le droit de faire sécession. Dans sa déclaration, Öcalan, en rejetant le droit à la séparation libre et en exprimant même des statuts partiels tels que la fédération et l'autonomie comme une attitude de nationalisme extrême, crée une ligne « UTOPIQUE » dans la solution de la question nationale kurde.

N'oublions pas que les frontières fondées sur la souveraineté turque ont été tracées par les impérialistes et « la tyrannie et les privilèges des propriétaires terriens et de la bourgeoisie d'une nation ».

Ignorer tout changement dans les frontières de cet État et les droits les plus fondamentaux de la nation kurde revient à légitimer l'annexion menée par les dirigeants turcs par la tyrannie.

Tout au long de l'histoire, des approches ont été avancées qui ont qualifié d'utopique le changement de position de Marx dans le problème anglo-irlandais et l'attitude des camarades Lénine-Staline envers la solution du problème national. Aujourd'hui, Abdullah Öcalan aborde cette solution au problème de la même manière. Avec cette approche, ils approuvent les frontières qui ont été historiquement tracées par les impérialistes et les dirigeants turcs par l'oppression et la tyrannie.

Les communistes s'opposent directement à cette attitude car elle ouvre la porte à l'usurpation des droits de la nation opprimée à l'intérieur des frontières déterminées par les nations dominantes d'aujourd'hui.

Le nouveau processus mis en place est imposé par les évolutions régionales

Abdullah Öcalan construit finalement sa position autour du cadre déclaré avec le consensus de Dolmabahçe [proposé par Abdullah Öcalan] lors du dernier « processus de solution ». Dans le texte rendu public, il est indiqué en résumé que l'existence du PKK avec ses forces armées est devenue un obstacle au processus de démocratisation.

Alors que le désarmement était considéré comme le résultat du processus de démocratisation en cours lors du processus précédent, l'approche selon laquelle le désarmement ouvrira la voie à la démocratisation a été adoptée dans l'appel du 27 février 2025.

Cette situation constitue un pas en arrière pour Abdullah Öcalan. Il s'agit d'une approche qui inclut l'idée que la lutte armée n'est plus nécessaire pour la paix et pour obtenir des droits démocratiques. On soutient que ces droits seront obtenus grâce à des outils de lutte juridico-démocratiques.

Il faut déterminer que les discussions entre la République de Turquie et A. Öcalan se sont déroulées dans le contexte des développements régionaux et se sont développées sous l'imposition de ces conditions. Les discussions ont notamment mûri avec l'opération « Déluge » d'Al-Aqsa de la résistance palestinienne du 7 octobre 2023 et les développements régionaux qui en découleront.

Les changements régionaux et, bien entendu, le contexte de guerre ont facilité une telle évolution. Dans ce contexte, il n'y a aucun mal à affirmer qu'Abdullah Öcalan a façonné sa position en considérant le processus dans le cadre de l'intégrité régionale. Il fait partie de la lutte que les développements en Syrie et d'autres développements similaires incluront également l'Irak, l'Iran, etc. et que les alliances seront formées en conséquence. Il est nécessaire de déterminer que le nœud du processus et de l'évolution de la situation est l'état de désarroi dans la région.

Il faut dire que c'est également le but de la rencontre, du dialogue et de la négociation entre A. Öcalan et la République de Turquie.

Tout du moins, il semble que la République de Turquie gère ce processus dans le but de s'aligner sur la politique régionale des États-Unis au plus haut niveau. Il faut constater que, contrairement aux attentes, A. Öcalan a formulé sa déclaration sans mentionner l'axe Rojava et Syrie, et qu'il a formulé son attitude sous l'ombre et peut-être sous l'assurance du pouvoir militaro-politique-administratif du Rojava en discutant du désarmement.

Dans sa déclaration, il a également mentionné que le PKK devrait convoquer son congrès. Le commandant du quartier général principal du HPG, Murat Karayılan, avait déclaré ce qui suit le 6 février, avant l'appel d'Öcalan :

« Le congrès du PKK doit se réunir et prendre une telle décision. Qui peut faire tout cela ? Le leader Apo peut le faire.

Pour cela, tout d'abord, le Leader Apo doit être libre et il doit se concentrer sur ce travail de manière libre, que ce soit par la technique, par différentes méthodes, par des comités.

En bref, un processus de persuasion doit se développer et seul Leader Apo peut le faire. Il n'est de toute façon pas possible qu'une telle chose se produise dans cet isolement de la prison d'İmralı. »

Cette déclaration de Karayılan a montré qu'il y avait une coordination et un travail entre le PKK et Abdullah Öcalan. Alors que le PKK a répondu positivement à l'appel d'Öcalan, il a également mentionné la sécurité du Congrès et des dirigeants d'Öcalan, ainsi que la déclaration d'un cessez-le-feu. Cette situation montre que la République de Turquie doit prendre certaines mesures pour créer les conditions appropriées et pour que le processus évolue vers le point souhaité.

Abdullah Öcalan s'est placé dans une position qui constitue un tournant dans le processus à cet égard.

Il est clair que la République fasciste a un plan concernant les étapes à suivre dans les négociations et les étapes du processus. Cependant, on ne sait pas encore comment et de quelle manière elle gèrera le processus et si elle sera en mesure de prendre les mesures attendues.

Les déclarations des responsables de l'AKP et de Tayyip Erdoğan sont pleines de menaces et incitent au chauvinisme, ajoutant le Rojava et la Syrie au processus.

Le processus sera sans aucun doute déterminé par les développements régionaux et les nouvelles situations qui se présenteront. Les plans globaux de l'État turc pour la région incluent la résolution de la question kurde d'une manière ou d'une autre.

L'ensemble de ses calculs est d'étendre son influence dans la région, de créer des opportunités pour étendre ses intérêts économiques et politiques ainsi que ses frontières si possible. Le fascisme est façonné par son hostilité profondément enracinée envers les Kurdes et par le fait de considérer l'expansion des droits nationaux kurdes comme une menace existentielle.

L'opposition actuelle concentre la dictature fasciste sur le fait de rendre les Kurdes désarmés, désorganisés et dispersés. Cette concentration pousse ses processus de paix et de réconciliation vers un argument de guerre et une attitude de création d'opportunités.

C'est pour renforcer cette base qu'ils organisent des campagnes chauvines qui incitent le peuple turc contre les Kurdes. Elle adopte une politique qui provoque et oriente non seulement le peuple turc mais aussi les dirigeants de l'Irak, de la Syrie, de l'Iran et de diverses autres puissances vers l'hostilité envers les Kurdes.

Avec cette approche, le fascisme ne prévoit pas de faire la paix avec les Kurdes, mais d'attaquer plus fort et de maintenir la nation kurde sous son joug en élargissant son champ d'action. Avec ces calculs du fascisme, sans parler d'une solution à la question kurde, il n'y a aucune approche pour construire une « paix » durable.

En conclusion

L'approche d'Abdullah Öcalan selon laquelle la démocratisation et l'amélioration de la situation créeront les conditions de la coexistence des nations turque et kurde constitue une erreur. Le problème est l'élimination de la souveraineté nationale turque qui a soumis la nation kurde.

La voie à suivre pour y parvenir est la pleine égalité des droits et la reconnaissance du droit de la nation kurde à l'autodétermination, que ce soit par la paix ou par la guerre. Le droit de la nation kurde à l'autodétermination n'est pas un nationalisme extrême, mais le droit le plus fondamental d'une nation à une époque divisée en nations. Rejeter cela ne signifie pas la liberté de la nation kurde, mais la continuation de la souveraineté turque dans de nouvelles conditions.

C'est le choix d'Abdullah Öcalan et du PKK qu'il dirige de mettre fin à la lutte armée dans une perspective de lutte démocratique légale.

Le droit de la nation kurde à la lutte légalement démocratique et sa revendication de liberté à cet égard sont légitimes et nécessaires. Cependant, nous savons que la dictature fasciste a une structure qui ne peut tolérer même les miettes démocratiques et n'a pas la capacité d'apporter la démocratie.

La forme de lutte qui a brisé la réalité fondée sur le déni de la nation kurde, forcé l'acceptation de l'existence kurde et permis à la zone démocratique de respirer a sans aucun doute été la lutte de guérilla qui dure depuis 40 ans. Cette expérience historique du Mouvement national kurde nous montre que c'est la forme de lutte que la nation kurde et le peuple de Turquie doivent suivre pour leur libération.

Nous, communistes, considérons cette expérience du mouvement national kurde comme le chemin à suivre pour une véritable libération.

Nous soutenons que nous nous situons sur une ligne de lutte fondée sur la lutte du peuple, et que toutes les autres formes de lutte pour la libération sont des formes de lutte de soutien.

L'oppression de la nation kurde sous la domination turque, les profondes contradictions vécues par les masses populaires, l'oppression des croyances opprimées et toutes les contradictions sociopolitiques sont pure ligne réactionnaire et sont le résultat de la dictature fasciste qui règne.

Nous préconisons que ces contradictions ne soient pas apaisées par des compromis ou contenues par des réformes et des moyens constitutionnels, mais qu'elles soient exacerbées par la colère révolutionnaire qui organisera la libération.

Nous soutenons que le droit de la nation kurde à l'autodétermination ne sera réalisé que par le programme et la lutte de la révolution populaire démocratique. Les communistes adhèrent à la lutte pour l'amélioration des conditions de vie, mais s'efforcent de lier celle-ci à la stratégie de la révolution. Nous poursuivrons notre lutte pour l'amélioration des droits nationaux kurdes, mais nous condamnerons l'approche de démocratisation de l'État turc comme une UTOPIE.

Les communistes défendront et propageront le droit de la nation kurde à l'autodétermination, que ce soit en temps de paix ou en temps de guerre. Les forces révolutionnaires, démocratiques et progressistes qui ne défendent pas, ne font pas cela, doivent savoir qu'elles conduisent au renforcement du chauvinisme turc.

Les développements actuels créent un terrain idéologique qui va éroder l'idée de lutte armée et de révolution.

Encouragés par cette évolution, les mouvements réformistes et conciliateurs renforceront leur approche visant à désarmer le peuple et à le séparer de la conscience révolutionnaire. Le mouvement liquidationniste va se renforcer.

Ces développements créeront également des opportunités pour les forces révolutionnaires et progressistes d'attaquer plus fortement le chauvinisme turc. Là encore, dans une certaine mesure, il y aura des possibilités de travailler plus activement dans le domaine démocratique et d'expliquer les idées politiques à des masses plus larges.

Conformément à ces aspects positifs et négatifs du processus, les communistes adopteront la ligne d'approfondissement et d'aggravation des contradictions et de renforcement de la polarisation politique.

À « l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes », la solution complète et libre de la question nationale repose sur les épaules du prolétariat.

La libération des nations opprimées du joug de la nation oppressive et des griffes du capital financier impérialiste qui a pris le contrôle du monde n'est possible que par des révolutions menées par le prolétariat.

Ayant épuisé sa poudre à canon progressiste à l'ère de l'impérialisme, la bourgeoisie est à court d'idées pour créer une souveraineté nationale indépendante et libre.

Même si elle lutte sur cette base pour une révolution démocratique, elle se retrouve face à deux choix : soit le socialisme, soit la dépendance à l'impérialisme. La bourgeoisie, de par sa nature même, tend à faire partie du monde impérialiste.

Être dépendant du système impérialiste, qui est du pur réactionnaire, signifie que toutes les qualités progressistes et démocratiques sont gaspillées. Le chemin vers la libération complète et définitive des nations opprimées, tout comme des masses opprimées, est possible en formant un alignement politique sur la voie de la Démocratie Populaire et en s'organisant sur la voie de cette révolution pour la libération.

Finalement, la liberté de la nation kurde viendra à travers la guerre populaire pour la révolution démocratique populaire sous la direction de notre parti. Le salut est sur la route rouge du camarade İbrahim Kaypakkaya.

Mars 2025

TKP/ML MK-SB [Bureau Politique auprès du Comité Central]



Au public

Fondé en 1979, TIKB (Union communiste révolutionnaire de Turquie) a longtemps été paralysé dans les années 2000 avec deux scissions significatives.

C'est une organisation marxiste-léniniste qui, désormais, vise la révolution socialiste.

Une nouvelle ère s'est ouverte dans la lutte pour la liberté des Kurdes avec l'appel d'İmrali du leader du peuple kurde Abdullah Öcalan. Même si nous ne fermons pas les yeux sur le fait qu'il s'agit d'un « document fondamental » qui aura une incidence décisive sur le cours du processus, nous ne trouvons pas juste de réduire le processus à ce texte.

Cependant, nous trouvons également que les approches qui tentent de renverser la vérité et d'attribuer des significations extraordinaires à ce texte sont très erronées et dangereuses.

Ce texte, auquel n'a même pas été approuvé l'ajout d'une note de bas de page extrêmement abstraite, transmise verbalement au dernier moment, est une déclaration trop concessive dont le seul but est d'apaiser les craintes et les hésitations de l'État et de l'opinion publique chauvine.

Attribuer l'émergence du PKK et son tournant vers la lutte armée à la forte influence du socialisme réel et aux conditions de la guerre froide, fournissant en ce sens de la matière à la thèse historique chauvine qui attribue toutes les rébellions kurdes de l'histoire aux « provocations des puissances étrangères »,

affirmer qu'aujourd'hui le déni de l'identité kurde a été éliminé et que la liberté d'expression a été assurée, et que lui et le mouvement de guérilla ont été entraînés dans un « manque de sens »,

décrivant toutes les solutions connues à la question nationale à travers l'histoire comme des reflets du « mouvement ultranationaliste » et les déclarer invalides aujourd'hui, et plutôt mettre les aspirations de la nation opprimée dans une parenthèse démocratique générale et mettre plutôt en avant « l'intégration avec l'État et la société »,

sur cette base, appeler le PKK à mettre fin à la lutte armée et à se dissoudre, ce ne sont pas des approches que nous, communistes, pouvons considérer comme correctes et accepter.

Cependant, nous ne trouvons pas juste d'évaluer la déclaration faite, ou plutôt le processus qui a été engagé - y compris avant - sans considérer la grandeur et la justification de l'attente d'une solution et le désir de paix d'un peuple qui a souffert de grandes souffrances et payé un lourd tribut, en particulier au cours des 45 dernières années, ainsi que les dangers qui attendent le peuple kurde et le mouvement de libération au Moyen-Orient, où tous les équilibres établis ont été perturbés.

La même partialité se manifeste également dans les approches qui non seulement considèrent le processus, encore caractérisé par de grandes incertitudes, comme déjà « achevé », mais tentent également de l'imposer comme une « victoire historique ».

Nous considérons que ces deux approches sont erronées et dangereusement unilatérales. Il n'existe pas encore de processus finalisé ou conclu dans ce sens. En un sens, nous n'en sommes encore qu'au point de départ. Les mois à venir, voire les années à venir, détermineront comment ce processus évoluera et quels résultats il produira.

L'appel d'Imrali et la déclaration du PKK selon laquelle il l'acceptera et fera ce qui est nécessaire sont sans aucun doute des mesures ayant une signification et une importance « historiques ».

Il n'est cependant pas possible aujourd'hui de déterminer de manière définitive dans quelle direction l'histoire jugera ces mesures. Ce jugement sera façonné par les développements qui se produiront dans la période à venir.

Dans ce contexte, il existe également la possibilité que le processus se termine par un acquis historique dans lequel l'existence et l'identité du peuple kurde seront clairement reconnues, même si cela se limite au Rojava dans un premier temps, en d'autres termes, le désir séculaire de ce peuple courageux et souffrant sera incarné dans une certaine mesure.

Il est également possible que l'accord de Varkiza [de février 1945] ressurgisse dans l'histoire comme un nouvel exemple, dans lequel les partisans communistes, qui avaient acquis un grand pouvoir et un grand prestige parmi le peuple grec après la libération de la Grèce de l'occupation nazie, ont accepté de rendre leurs armes en échange de la promesse d'une amnistie et de la possibilité de participer à la vie politique, mais ont ensuite été contraints à la guerre civile et ont payé un lourd tribut pour leur liquidation.

Par conséquent, une approche unilatérale qui porte des jugements définitifs sur le processus en se basant sur certains aspects et indications est non seulement trompeuse et erronée, mais également dangereuse. Nous pensons que nous ne devons pas abandonner le doute et la prudence, ainsi que l'espoir et l'optimisme.

De plus, en raison du caractère régional de la question kurde, ce processus ne se déroulera pas uniquement en fonction de l'équilibre actuel entre le peuple kurde et ses dirigeants et l'État bourgeois fasciste négationniste turc.

Même si la décision finale sera finalement prise entre ces deux puissances, le cours du processus sera déterminé par l'évolution de la situation en Syrie, en fonction des nouveaux équilibres qui émergent au Moyen-Orient.

Bien qu'il n'y ait pas de nouveau développement ou de dynamique qui force cela, cette dynamique a déjà ouvert la porte au processus de négociation qui a évidemment commencé il y a des mois à Imrali.

La lutte pour la liberté des Kurdes se trouve sans aucun doute à un tournant historique critique.

Le peuple kurde et ses dirigeants sont confrontés à la nécessité de prendre des décisions difficiles dans une période historique chaotique et pleine d'incertitudes, où toutes les règles, habitudes et équilibres établis sont perturbés.

De plus, ils sont privés du soutien efficace de leurs amis, de Turquie, au niveau régional, même mondial, qui renforcerait le pouvoir du prolétariat et du peuple. Ceux qui se précipitent déjà pour les juger et les condamner ne devraient pas seulement fermer les yeux sur cette lacune, mais aussi s'exprimer en s'interrogeant sur leur part de responsabilité dans cette affaire.

Peu importe l'ampleur de nos inquiétudes quant à l'évolution future du processus et notre méfiance envers l'attitude possible du régime fasciste, nous respecterons en fin de compte la décision prise par le peuple travailleur kurde et ses dirigeants, la considérant dans le cadre du droit d'une nation opprimée à l'autodétermination.

Nous exprimerons nos avertissements et nos critiques concernant les politiques et les actions menées dans ce cadre respectueux. Tout en nous opposant aux politiques et aux tendances que nous jugeons erronées, nous veillerons à ne pas violer la frontière de principe entre le droit du peuple kurde à utiliser son propre destin comme il le souhaite.

Nous ne nous contenterons pas de rester loin de l'arrogance et de l'insolence inhérentes au chauvinisme des nations oppressives, mais nous mènerons une lutte sans compromis contre toutes ses manifestations. Loin de relâcher nos efforts, nous continuerons à intensifier nos efforts en vue d'une solution complète de la question nationale kurde basée sur la perspective de classe du prolétariat révolutionnaire.

Cependant, dans le processus dans lequel nous sommes entrés, nous considérons comme une responsabilité historique plus urgente d'organiser et de développer le mouvement de la classe ouvrière et des travailleurs à une plus grande échelle, sur la base de la contradiction travail-capital.

Nous savons aujourd'hui, comme hier, que le plus grand soutien à apporter à la nation/au peuple kurde opprimé est de susciter un mouvement de classe et de masse sur ce front de manière organisée.

Nous abordons le processus non seulement en termes de revendications et de réalisations du peuple kurde, mais également en prenant en considération l'organisation révolutionnaire de la classe ouvrière en Turquie et dans la région. L'influence des puissances impérialistes, des puissances réactionnaires régionales et de la bourgeoisie collaborationniste sur le processus révèle également les dangers d'une évaluation de celui-ci uniquement à partir d'une perspective nationale étroite.

Dans la période historique que nous traversons, nous constatons qu'il n'est pas possible de trouver une solution permanente, juste et véritablement libératrice à la question nationale sans renforcer la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. Forts de cette conscience, nous insisterons sur la construction d'une ligne de lutte fondée sur une perspective de classe, libre de toute déviation nationaliste et chauvine.

3 mars 2025

Türkiye İhtilalci Komünistler Birliği (TİKB) Merkez Komitesi

Comité central de l'Union communiste révolutionnaire de Turquie (TIKB)



L'autodissolution du PKK est une trahison du peuple kurde

Le Front anti-impérialiste est resté à l'écart du Rojava et du PKK en général, car il soutient une ligne « anatolienne ». Il s'agit avant toute chose d'unifier au maximum contre l'impérialisme, américain surtout.

On est tout à fait libre de penser que, par exemple, une organisation comme le DHKP-C partage ce point de vue.

L'auto-dissolution du PKK est une trahison du peuple kurde qui a payé un coût très lourd, et c'est une composante du projet de l'impérialisme américain d'un grand moyen-orient.

Le leader du mouvement nationaliste kurde, le PKK, Abdullah Öcalan, actuellement emprisonné, a lancé l'appel tant attendu à la reddition et à l'auto-dissolution.

Suite à cela, des personnalités importantes du PKK ont annoncé qu'elles répondraient à cet appel.

Cet appel appartient essentiellement au fascisme qui s'est abattu sur la Turquie. La dissolution du PKK fait partie du projet impérialiste.

Au moment où le PKK prétendait se dissoudre, le fascisme turc menait des opérations contre des individus et des organisations révolutionnaires et démocratiques dans des dizaines de villes. Cela montre clairement qu'il n'existe pas de voie politique démocratique en Turquie.

Il y a un fascisme qui condamne le peuple à la pauvreté, à la faim et à la misère, un fascisme qui est génocidaire, pilleur, saccageur... un fascisme qui applique toutes les formes d'oppression nationale, culturelle, sociale et économique sur le peuple, et il n'y a eu aucun changement dans l'oppression nationale subie par le peuple kurde.

L'appel n'offre pas de solution ni de perspective aux problèmes du peuple. Au contraire, il contient un contenu qui justifie et légitime le fascisme, le présentant même comme démocratique.

Cet appel suggère que le peuple kurde n'a plus besoin de lutter, qu'aucune oppression nationale ne l'oblige à prendre les armes et que la liberté d'expression et toutes les autres libertés ne sont plus interdites. Il conclut que les armes doivent être déposées, et il est attendu que le peuple croit à ce mensonge.

Le mouvement patriotique kurde qui s'est développé à la fin des années 1970, malgré sa base nationaliste, a émergé avec un discours socialiste complètement de gauche et l'objectif d'un « Kurdistan indépendant ». Un mouvement qui s'appelait « Parti des travailleurs du Kurdistan » (PKK), se déclarait marxiste-léniniste et visant le socialisme, était naturellement opposé à l'impérialisme. Cependant, la pratique ne s'est pas déroulée comme prévu.

Au fur et à mesure que le mouvement développait sa lutte armée, qui repoussait objectivement l'impérialisme et l'oligarchie, il s'éloignait de toute opposition ouverte à l'impérialisme dans la sphère politique, et s'en vantait même.

Au point où nous en sommes aujourd'hui, elle est devenue « l'armée » de l'impérialisme et un partenaire dans ses attaques contre les peuples du monde.

La situation des nationalistes kurdes en Turquie et au Moyen-Orient est exactement cela.

Nous disons que la dissolution du PKK fait partie du projet américain du Grand Moyen-Orient [pour ne pas alourdir il est dit ici « Grand Moyen-Orient » mais c'est en réalité « plus grand Moyen-Orient », pour « Greater Middle East », une conception mise en avant au sein de la superpuissance impérialiste américaine à partir de 2004, et théorisée par le think tank Carnegie Endowment for International Peace].

Pourquoi?

En octobre 2024, le leader du MHP (Parti du mouvement nationaliste), le fasciste Devlet Bahçeli, a serré la main des députés du parti DEM et a déclaré : « Abdullah Öcalan devrait venir au parlement et parler. » Cela a marqué le début du processus de reddition.

Cependant, ce « processus de résolution » n'était pas le premier en Turquie. Des processus similaires avaient déjà été observés à de nombreuses reprises auparavant, et les mêmes intermédiaires étaient impliqués. Par exemple, Sirri Sureyya Onder. Son rôle d'intermédiaire s'est soldé par un emprisonnement.

Qu'est-ce qui était différent cette fois-ci ? Ce qui était différent cette fois-ci, c'est que le problème ne concernait pas tant la Turquie elle-même. Il était devenu clair que des bouleversements allaient bientôt se produire au Moyen-Orient.

Le 27 novembre 2024, un cessez-le-feu a été établi entre Israël et le Liban. Immédiatement après sa création, [le premier ministre israélien] Netanyahu a déclaré : « Notre cible est désormais la Syrie. » Cela a marqué le point de départ pour le HTS (Hayat Tahrir al-Sham) pour lancer un coup d'État [en Syrie] visant à renverser le régime Baas.

Ceux qui connaissent bien la région savent que le processus en cours en Turquie, qui consiste à « déposer les armes et à se dissoudre » ne concerne pas vraiment la Turquie, car : le PKK n'a plus de présence armée significative en Turquie.

Il s'est en grande partie déplacée vers la Syrie. Ce changement s'est produit à la suite d'accords conclus avec l'État fasciste de Turquie.

Quelle est l'importance de ce processus ? Quel est le principal enjeu de ce qu'on appelle le « changement de paradigme » ?

Le PKK déposera les armes et l'État turc acceptera, indirectement ou ouvertement, l'État kurde autonome en Syrie. On peut aussi lire les choses dans l'autre sens : pour que la Turquie ne soit pas trop perturbée par les forces kurdes en Syrie, en Irak et en Iran, le PKK doit d'abord annoncer sa dissolution.

Il a été spécifiquement souligné que la dissolution du PKK n'inclut pas la Syrie. Mazlum Abdi a déclaré : « L'appel d'Öcalan est directement adressé au PKK, et vise à ce que les guérilleros du PKK déposent les armes. « Ce n'est pas pour notre région et nos forces. »

Ici, il est clair que les nationalistes kurdes en Syrie ne déposeront pas les armes. Ce qui suit ici sera révélé par le temps. La Turquie et les YPG agiront-ils ensemble ? Peut-être pas ouvertement, mais un terrain d'entente pourrait être trouvé entre HTS et le gouvernement syrien ?

La vérité est que la Turquie et les YPG sont tous deux au service des États-Unis. Tous deux servent les États-Unis. Même à l'époque où Assad était en Syrie, il y avait 25 bases militaires américaines dans la région appelée Rojava.

Parmi les faits que nous savons, il y a le fait que Kandil (la base du PKK) n'aime pas beaucoup Mazlum Abdi. Lorsqu'ils ont essayé d'agir contre lui et de l'éloigner des YPG, les États-Unis sont intervenus : « Mazlum Abdi est notre homme, vous ne le toucherez pas », le soutenant ouvertement. L'importance des YPG pour les États-Unis en est à ce stade.

De même, la Turquie et les YPG entretiennent de bonnes relations avec Israël et tentent de protéger leurs intérêts. Une petite nuance est que le régime fasciste en Turquie, craignant la réaction de l'opinion publique, prétend toujours protéger les Palestiniens et agit hypocritement, fournissant à Israël toutes sortes de soutiens matériels. Les forces kurdes en Syrie coopèrent ouvertement avec Israël.

Bien sûr, nous pouvons spéculer et donner notre avis ici.

Mais la réalité est qu'il existe actuellement des éléments d'information non divulgués et cachés. Comme nous ne les connaissons pas, certains développements restent spéculatifs.

Il y a cependant des choses que nous pouvons affirmer avec certitude : l'appel actuel à la dissolution du PKK concerne davantage le Moyen-Orient que la Turquie. Il fait partie du projet du Grand Moyen-Orient.

Les opérations militaires continues de la Turquie en Syrie posent un problème du point de vue des États-Unis. D'un côté, les YPG, considérées par les États-Unis comme une « bénédiction de Dieu » au Moyen-Orient, et de l'autre, leur mandataire, la Turquie.

Pourquoi les YPG sont-elles si importantes pour les États-Unis ? Parce que, comme nous nous en souvenons, Israël a été présenté au monde comme : « Le pays des Juifs massacrés et apatrides. » Depuis plus de 75 ans, les politiques sont menées sur la base du victimisme. Mais Israël est désormais très épuisé et exposé.

On ne peut cependant pas en dire autant des Kurdes. Ils partagent des caractéristiques similaires : les Kurdes sont aussi un peuple persécuté, les Kurdes sont aussi un peuple apatride. De plus, il n'était pas nécessaire de les rassembler à partir de différents endroits (Pologne, Allemagne, Russie, etc.) et de les placer sur ces terres. Ils sont déjà sur leur propre terre.

Ainsi, les États-Unis veut profiter davantage des YPG ou des nationalistes kurdes en Syrie. D'un autre côté, il y a la Turquie, un allié de l'OTAN. Leurs luttes intestines constantes ou les attaques continues de la Turquie contre les forces YPG, forcent les États-Unis à gérer des deux côtés.

En bref, le fait que le PKK dépose les armes et se dissolve est principalement lié aux intérêts et à l'hégémonie des États-Unis. Dans ce contexte, Israël sera soutenu, et les États-Unis cibleront les pays ou les forces qu'elle cherche à subjuguer ou à renverser : le Liban, le Hezbollah, Gaza, le Hamas et principalement : l'IRAN.

Selon les États-Unis, la mission des YPG est désormais, si possible avec la Turquie, de soutenir Israël et de renverser les forces et les pays mentionnés.

En conclusion, nous pouvons dire ceci :

Le nationalisme est une impasse ; cela ne conduit pas les gens à la libération. Aujourd'hui, les gens ont appris amèrement, par leurs propres expériences, que le nationalisme est un piège, un bourbier. Lorsqu'ils verront une alternative révolutionnaire, ils retireront complètement leur soutien au nationalisme.

Quelle est la solution révolutionnaire ? La question kurde concerne avant tout le droit du peuple kurde à l'autodétermination. La question est de savoir s'ils peuvent exercer librement ce droit. L'oligarchie qui exerce l'oppression nationale en Turquie est la source de la question kurde.

L'impérialisme et l'oligarchie turque collaboratrice sont à l'origine de la question kurde. La question des nations qui déterminent elles-mêmes leurs destinées n'est pas une question isolée et autosuffisante ; cela fait partie de la problématique globale de la révolution prolétarienne, qui doit être abordée de manière holistique.

Voilà les grandes lignes de notre vision sur la question nationale.

La ligne révolutionnaire qui mènera tout le peuple de Turquie, Kurdes et Turcs, à la libération est la ligne révolutionnaire. Dans un pays comme la Turquie, qui est une néocolonie de l'impérialisme et gouvernée par le fascisme, aucune organisation ou parti qui ne développe pas la lutte armée, n'organise pas le peuple et ne l'arme pas, n'a une chance de se développer.

Toutes les révolutions surviennent après des luttes longues, difficiles et sanglantes. Soit nous combattons l'impérialisme, soit nous capitulons devant l'impérialisme... Il n'y a pas de juste milieu !

Le peuple turc n'a d'autre choix que le socialisme et la révolution. Se réconcilier avec l'impérialisme et ses collaborateurs signifie trahir la lutte pour l'indépendance, la démocratie et le socialisme qui dure depuis des décennies et qui continuera, et trahir le peuple d'Anatolie qui a donné des martyrs pour cette cause.

Cependant, l'existence de marxistes-léninistes dans les terres anatoliennes, qui continuent la lutte contre l'impérialisme et l'oligarchie, qui portent avec persistance l'alternative révolutionnaire au prix des plus lourds sacrifices, est la plus grande preuve que la croyance et l'espoir dans la libération du peuple existent toujours.

Nous disons :

TANT QUE L'IMPÉRIALISME NE SERA PAS CHASSÉ DU MOYEN-ORIENT, IL EST DU DEVOIR DE TOUT ANTI-IMPÉRIALISTE DE SOUTENIR LA RÉSISTANCE ET LA LUTTE DU PEUPLE.

VIVE LA FRATERNITÉ DU PEUPLE !

MORT À L'IMPÉRIALISME ET À SES COLLABORATEURS.

FRONT ANTI-IMPÉRIALISTE

8 mars 2025



La question nationale kurde, « l'appel du siècle » : Solution ou dissolution ?

Le TKP-ML est une scission du TKP/ML ; ce dernier considère que le premier représente une tendance opportuniste de droite.

Lui aussi se revendique du marxisme-léninisme-maoïsme et de la guerre populaire.

Tout d'abord, un bref rappel est nécessaire. Après l'« opération du déluge d'Al-Aqsa » menée par la résistance nationale palestinienne le 7 octobre 2023, des développements historiques ont eu lieu au Moyen-Orient. Israël a d'abord lancé des opérations militaires contre Gaza, puis contre le Liban. En Syrie, le régime baasiste s'est effondré et le pouvoir a été remis à la milice salafiste-djihadiste HTS.

Au niveau international, les contradictions entre les puissances capitalistes-impérialistes se sont ouvertement transformées en état de guerre avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les guerres et conflits au Moyen-Orient. Cette situation a pour conséquence que les alliances et les fronts des puissances impérialistes-capitalistes se reforment en fonction de ces contradictions.

Toutes les parties se préparent à une nouvelle guerre de répartition - la troisième guerre impérialiste mondiale.

Selon les mots du président Mao, « le chaos règne sous le ciel ».

Il est impensable que ces développements n'affectent pas l'État turc et les classes dirigeantes turques. Depuis la création de la République de Turquie, celle-ci est un marché semi-colonial de l'impérialisme. De plus, sa situation géographique fait de la Turquie une « puissance d'ordre régional » pour les impérialistes, ce qui renforce encore cette dépendance.

Les objectifs et les intentions de l'État turc en Syrie sont connus. Mais c'est surtout l'émergence de l'administration autonome du nord et de l'est de la Syrie sous la direction du mouvement national kurde, auquel participent, outre la nation arabe, diverses autres ethnies et communautés religieuses, et la probabilité croissante que cette « autonomie » obtienne un statut officiel, qui ont poussé les classes dirigeantes turques à élaborer une nouvelle politique sur la question kurde.

L'État turc a de nouveau fait appel à Abdullah Öcalan, qu'il retient depuis 26 ans sur l'île d'İmralı dans un isolement sévère. L'opinion publique a appris qu'un processus avait été lancé à la suite de discussions qui semblent avoir débuté il y a environ un an - sans toutefois être officiellement qualifié de « processus de résolution ».

Dans ce cadre, la « délégation d'İmralı » a annoncé le 27 février un appel intitulé « Paix et société démocratique », rédigé par Abdullah Öcalan en personne. Après la déclaration écrite, lue à la fois en kurde et en turc, Sirri Süreyya Önder, membre de la délégation, a fait part d'une note d'Öcalan :

« Si nous exposons cette perspective, le dépôt des armes et la dissolution du PKK, exigent sans aucun doute la reconnaissance du cadre politique et juridique démocratique. »

Ces développements ont remis le débat sur la question nationale kurde au centre de l'actualité.

L'approche de ce processus par les parties concernées ne pourrait pas être plus différente. Le mouvement national kurde a soutenu l'appel d'Öcalan et a déclaré que les forces de guérilla déposeraient les armes. Il a été souligné que le mouvement kurde ne pose aucune condition à ce processus.

Comme l'a expliqué Sırrı Süreyya Önder de la « délégation d'İmralı » :

« Cette affaire n'a aucune condition. Il n'y a ni conditions préalables ni conditions postérieures. » (3 mars 2025)

La position des porte-parole de l'État turc sur ce processus est connue. Il n'est donc pas nécessaire de s'y attarder à nouveau.

Il convient tout d'abord de noter que ce n'est pas la première fois que l'État turc et le mouvement national kurde mènent des négociations - directes ou indirectes - sur la question kurde.

Par exemple, en 1993, le président de l'époque, Turgut Özal, avait pris une initiative à la suite de laquelle le leader du PKK, Abdullah Öcalan, avait déclaré pour la première fois un cessez-le-feu unilatéral le 20 mars 1993.

Après la capture d'Abdullah Öcalan par un complot international le 15 février 1999, celui-ci a lancé un nouvel appel au cessez-le-feu en septembre 1999 et a exigé le retrait des forces de guérilla de Turquie. Le PKK a largement respecté cet appel et une période de « non-violence unilatérale » a commencé, qui a duré jusqu'en 2004.

Cependant, l'État turc n'ayant pris aucune mesure pour résoudre le conflit, le PKK a rompu la trêve unilatérale et a repris la lutte armée le 1er juin 2004.

En 2009, le gouvernement AKP a lancé le processus dit d'« ouverture démocratique » sous le nom de « projet d'unité et de fraternité nationales ».

Les discussions avec Abdullah Öcalan à İmralı ont repris et des représentants des services secrets turcs (MİT) ainsi que certains responsables de l'AKP ont eu des entretiens secrets en Europe avec des représentants du PKK (direction du KCK) à Oslo (entretiens d'Oslo 2009-2011).

En décembre 2012, le Premier ministre de l'époque, Recep Tayyip Erdoğan, a annoncé que des discussions avaient été menées avec Abdullah Öcalan sur l'île d'İmralı. Suite à cette déclaration, des discussions ont eu lieu entre des représentants du gouvernement (sous la direction du chef du MİT) et la « délégation d'İmralı » au cours des premiers mois de 2013.

Au cours de la période 2013-2015, connue sous le nom de « processus de résolution », le gouvernement AKP a pris plusieurs mesures pour donner une base juridique au processus : une loi a été adoptée en 2014, une « commission de résolution » a été créée au Parlement (TBMM) et un « comité des sages » a été mis en place.

Le 21 mars 2013, une lettre d'Abdullah Öcalan a été lue pendant la fête du Newroz à Amed (Diyarbakır). Le 28 février 2015, des représentants de la « délégation d'İmralı » et du gouvernement AKP ont tenu une conférence de presse commune au palais de Dolmabahçe. Un document de négociation en dix points, élaboré par Abdullah Öcalan, a été lu à cette occasion, dans lequel il appelait le PKK à tenir un congrès extraordinaire au printemps et à mettre fin à la lutte armée.

Mais en mars 2015, le président Recep Tayyip Erdoğan a déclaré qu'il n'avait pas approuvé l'accord de Dolmabahçe et s'y est ouvertement opposé : « Je ne reconnais pas l'accord ».

Fin 2024, on a appris qu'un nouveau « processus » avait eu lieu entre l'État turc et Abdullah Öcalan. Ce procès se distingue des précédents sur plusieurs points : il n'est pas officiellement qualifié de « processus » et le contenu des discussions n'est pas rendu public. Alors qu'il n'y avait pas de conditions ou de pré-conditions pour le mouvement national kurde, l'État turc n'a accordé aucune concession ou assurance.

Malgré ces ambiguïtés, une chose est sûre : le fait que l'État turc ait à nouveau fait appel à Abdullah Öcalan sur la question kurde est d'une grande importance. La raison principale en est l'évolution de la situation au Moyen-Orient, notamment en Syrie.

Il est donc nécessaire d'examiner de plus près la nouvelle politique de l'État turc.

La fortification du « front intérieur »

Il apparaît clairement que l'agression israélienne, les développements en Syrie et la situation générale au Moyen-Orient ont incité l'État turc à développer une nouvelle politique. Les premiers signes de cette politique sont apparus il y a un an déjà. Les représentants du gouvernement AKP-MHP ont parfois qualifié cette stratégie de « consolidation du front intérieur ».

Le président de la République et président de l'AKP, Recep Tayyip Erdoğan, en a donné le premier signal officiel en déclarant :

« Quand nous regardons les événements actuels, nous voyons beaucoup plus clairement l'importance du front intérieur pour une nation ». (30 août 2024)

Plus tard, il a réitéré cette insistance lors de sa visite à la 79e Assemblée générale des Nations unies à New York, en déclarant :

« Nos objectifs pour le front intérieur sont notre 'Kızıl Elma' (objectif de la pomme rouge) ». (27 septembre 2024)

Après Erdoğan, le chef du MHP Devlet Bahçeli a également souligné l'importance du « front intérieur » :

« Notre tâche principale est de consolider notre front national et spirituel contre un monde chaotique. Notre front intérieur qui doit être ébranlé, notre unité et notre cohésion qui doivent être détruites - nous ne le permettrons pas ». (2 octobre 2024)

Peu après, Erdoğan a de nouveau souligné l'importance du « front intérieur » :

« Nous appelons à renforcer notre unité et notre cohésion. Répondons avec la même détermination et la même voix à ceux qui cherchent à nous diviser et à nous fractionner : 'Nous sommes un, nous sommes une unité, nous sommes ensemble la Turquie'.

L'appel au renforcement du front intérieur est une étincelle qui doit nous rappeler notre unité, notre cohésion et notre fraternité. » (14 novembre 2024)

Les déclarations et les développements faits par les représentants du gouvernement turc permettent de déduire qu'une nouvelle stratégie politique a été formulée. Celle-ci est qualifiée de « consolidation du front intérieur » et peut être comprise comme un rapprochement vers une « alliance kurdo-turque » visant à instaurer une « paix intérieure ».

La bourgeoisie compradore turque entend ainsi désamorcer la question nationale kurde, qu'elle considère depuis longtemps comme un « problème existentiel », par une sorte de « réconciliation » ou d'« accord » avec le mouvement national kurde et renforcer ainsi le front intérieur. Le message est transmis aux Kurdes soumis à l'oppression nationale : « Nous sommes un, nous sommes une unité, nous sommes ensemble la Turquie ».

L'une des expressions de cette nouvelle stratégie politique a été la poignée de main du président du MHP Devlet Bahçeli avec le groupe parlementaire du parti DEM le 1er octobre 2024. Le même jour, Bahçeli a déclaré :

« Nous entrons dans une nouvelle ère. Celui qui veut la paix dans le monde doit d'abord assurer la paix dans son propre pays. »

Le président et président de l'AKP, Recep Tayyip Erdoğan, s'est également exprimé le même jour lors de la session plénière du Parlement :

« Ce n'est pas seulement une nécessité, mais une obligation absolue de comprendre ce qui suit : face à l'agression israélienne, nous devons aujourd'hui mettre l'accent non pas sur les champs de conflit, mais sur les champs de compréhension. »

Autre signe de cette nouvelle stratégie politique du gouvernement turc, Devlet Bahçeli a déclaré le 22 octobre 2024 lors de la réunion du groupe MHP au Parlement :

« Si l'isolement du chef terroriste est levé, il doit prendre la parole lors de la réunion du groupe DEM au Parlement.

Il doit annoncer que la terreur a complètement cessé et que l'organisation a été dissoute. »

Peu après, Recep Tayyip Erdoğan s'est également exprimé :

« Nous espérons que la fenêtre historique ouverte par [la coalition électorale de] l'Alliance populaire [entre l'AKP islamiste-conservateur et le MHP fasciste] ne sera pas sacrifiée au profit d'intérêts personnels. » (22 octobre 2024)

Suite à ces déclarations, le « Comité d'Imralı » a publié une déclaration d'Abdullah Öcalan, prisonnier de la Turquie depuis 26 ans. Le document, intitulé « Paix et société démocratique », a été présenté au public.

Comme nous l'avons suggéré plus haut, cette déclaration a peut-être été rédigée par Abdullah Öcalan lui-même, mais elle semble être essentiellement le résultat d'une année de négociations avec des représentants de l'État turc et d'un accord qui en a résulté.

Aucune déclaration officielle n'ayant été publiée concernant le contenu des discussions ou la nature exacte de « l'accord » ou de « l'entente », une évaluation concrète n'est pas possible. Cependant, il est évident que l'État turc est prêt à prendre certaines mesures si le PKK dépose les armes et se dissout.

Selon les informations accessibles au public, les discussions et négociations entre l'État turc et Abdullah Öcalan ont duré plus d'un an. L'État turc a mené ce procès avec un prisonnier – une circonstance qui est en soi extrêmement problématique et injuste.

Dans ces conditions, on peut parler de « diplomatie secrète ». Cela rend une analyse objective de la situation considérablement plus difficile.

L'appel d'Öcalan est-il une capitulation ?

Tout d'abord, il convient de préciser qu'il est tout à fait normal que les forces combattantes mènent des négociations avec l'ennemi, passent par des « processus de paix » et concluent des cessez-le-feu unilatéraux ou mutuels.

Historiquement, les communistes et les différentes directions des mouvements de libération nationale et sociale ont pris de telles mesures pratiques. Bien entendu, toutes ces mesures pratiques, pour autant qu'elles soient subordonnées à l'objectif de la révolution et de la libération et que cet objectif ne soit pas abandonné, doivent être considérées comme des tactiques et des phases tactiques au service de la guerre.

L'appel d'Öcalan du 27 février, qui vise à la « dissolution du PKK », peut représenter une rupture politique importante, mais il ne faut pas oublier que ce n'est pas la première fois qu'Öcalan lance de tels appels.

En effet, Öcalan a déclaré dans diverses déclarations et ouvrages qu'un changement de ligne (selon les termes d'Öcalan, « paradigme ») est nécessaire en raison des revers du socialisme et de la chute des gouvernements révisionnistes modernes (selon les termes d'Öcalan, « l'échec du socialisme réel »). Il convient donc d'utiliser d'autres formes et modèles d'organisation.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est initialement apparu en tant que mouvement national d'influence marxiste, menant une lutte révolutionnaire contre les politiques de déni national et d'annihilation des classes dirigeantes turques.

Cela étant, dans ses déclarations et défenses suivant son emprisonnement, A. Öcalan a renoncé au « droit de libre séparation », c'est-à-dire à la revendication de la création d'un État séparé.

Il a conduit le mouvement national kurde vers une orientation qu'il a appelée « Modernité Démocratique » et conçue comme un « paradigme de l'écologie, de la libération des femmes et de la nation démocratique ».

Dans ses déclarations et ses défenses, A. Öcalan s'est distancié des idées socialistes révolutionnaires qui ont influencé le processus de fondation et a qualifié cela de « rupture avec le socialisme réel ».

Au lieu de cela, il a introduit de nombreux modèles, y compris les courants écologiques, « post-marxistes » et anarchistes, comme « nouveaux modèles d'organisation » dans le mouvement national kurde. À cet égard, il n'y a rien de « nouveau » dans la déclaration d'A. Öcalan.

Cependant, comme le montre la déclaration actuelle, ce « paradigme » est également en train d'être abandonné. D'un autre côté, il est frappant dans la déclaration d'A. Öcalan qu'il utilise ouvertement l'expression « insignifiance et répétition excessive » pour décrire le PKK, qu'il a fondé.

Bien sûr, cette expression d'« insignifiance » indique un tournant politique important, mais il convient également de noter qu'A. Öcalan appelle la direction pratique du mouvement national kurde à « rafraîchir le sens ». En ce sens, il n'est pas correct de penser qu'A. Öcalan est dans un état de « capitulation ».

Cela devient encore plus significatif, surtout si l'on considère la position idéologique d'A. Öcalan en tant que représentant d'un mouvement national, son approche politique et son pragmatisme.

Il est donc trompeur d'évaluer l'affaire exclusivement comme une « liquidation », une « capitulation » ou même une « trahison ». Il ne faut pas oublier que le peuple kurde avait déjà mené des soulèvements avant le PKK et avait continué ce soulèvement par une longue guérilla. Un peuple soumis à l'oppression nationale, dont l'existence et la langue étaient interdites, et qui a été victime de massacres ne peut pas être simplement résumé comme « capitulé ».

En outre, le problème national kurde continue d'exister sous diverses formes non seulement au Kurdistan turc mais aussi dans d'autres parties du Kurdistan.

Dans la situation actuelle, le problème national kurde a pris une caractéristique qui « dépasse » à plusieurs reprises les « paradigmes » d'Öcalan. Les réactions à la déclaration ont placé le peuple kurde et la réalité du Kurdistan à l'ordre du jour mondial. Le principal responsable de cette situation est Abdullah Öcalan, emprisonné dans un isolement strict depuis 26 ans.

Il est bien sûr crucial que le peuple kurde, malgré toutes ses faiblesses et ses défauts, poursuive sa résistance ininterrompue, notamment par la lutte armée. Même sous cette forme, la lutte nationale kurde, menée d'abord au Kurdistan turc, puis en Irak, en Syrie et au Kurdistan iranien, a placé la question à l'ordre du jour du Moyen-Orient et du monde entier.

Cela est dû en grande partie au fait que les dirigeants du PKK et du peuple kurde reconnaissent Abdullah Öcalan comme un « dirigeant national » à tous égards, même si ce n'est pas le cas dans la pratique.

Pour cette raison, il est problématique de faire une évaluation sur la base de l'hypothèse selon laquelle le Mouvement national kurde sous la direction d'A. Öcalan a capitulé et est en train d'être liquidé par un compromis, liquidant ainsi le mouvement révolutionnaire.

Car faire toute l'évaluation sur la base de cette possibilité dépend principalement de la ligne idéologique et politique.

La question nationale kurde est l'une des principales contradictions de notre géographie. La résolution de cette contradiction, pour une raison ou une autre, la réduction de son poids et de son explosivité, ne signifie pas que d'autres contradictions et, bien sûr, la contradiction principale de notre géographie seront résolues.

Le problème principal de ceux qui font de telles évaluations, et plus encore de ceux qui fondent leur critique uniquement sur la capitulation et la liquidation, est l'incertitude de leur propre position idéologique et politique et est essentiellement lié au fait qu'ils associent la « révolution » seulement et exclusivement à la lutte de la nation opprimée.

Comme tout autre mouvement national, le Mouvement national kurde peut, bien sûr, faire des compromis et parvenir à un accord avec l'ennemi qu'il combat. Cette possibilité existe depuis l'émergence du Mouvement national, et il est compréhensible que le Mouvement national, à sa propre discrétion, attire l'attention et souligne cette possibilité à un stade particulier de la guerre, en fonction du lieu et de la situation.

Cependant, le fait de remettre constamment cette possibilité à l'ordre du jour indique une approche problématique. Il ne s'agit pas de possibilités, mais de principes, qui doivent être sans compromis. Il est important d'être intransigeant sur le principe, mais de déterminer la politique en fonction de la situation spécifique et d'être flexible dans cette politique.

Principe : Le droit à la libre séparation

Il est tout d'abord problématique qu'un peuple opprimé renonce à ses droits fondamentaux, y compris son droit à la libre séparation, et que ce droit ne soit exprimé que par une seule personne (A. Öcalan) dans les conditions de la captivité.

De plus, la proposition (ou l'accord) de réconciliation avec la bourgeoisie de la nation dirigeante ne change rien au fait que le peuple kurde en Turquie continue d'être un peuple opprimé si les fondements légitimes et justes de sa lutte sont condamnés.

L'accent mis sur « l'unité de destin des Turcs et des Kurdes », mentionné par A. Öcalan dans sa déclaration, est un autre point problématique.

Ce discours est utilisé par les porte-parole de la nation opprimée. Des expressions telles que « fraternité » et « nous sommes comme la chair et le sang » servent à dissimuler et à légitimer l'oppression de la nation opprimante sur la nation opprimée.

Il faut d'abord reconnaître la pleine égalité des nations, et ensuite parler de fraternité. Il ne s'agit donc pas d'actualiser et de renforcer « l'alliance turco-kurde », mais de mettre un terme à l'injustice historique faite à la nation kurde.

Les Kurdes de Turquie existent en tant que nation et sont soumis à l'oppression nationale de la nation dominante.

Le changement de la forme ou de la méthode de cette oppression, ainsi que son ampleur - plus ou moins forte - n'annule pas le fait que les Kurdes sont une nation et qu'en tant que telle, ils ont des revendications légitimes et démocratiques, notamment le droit à la libre sécession. Ce droit reste justifié et légitime.

En général, la question nationale, et plus particulièrement la question kurde, est en fin de compte une question de droits et de statut. Comme son nom l'indique, il ne s'agit pas d'un problème qui peut être résolu exclusivement sur une base de classe.

Le fait que sa résolution finale soit liée à la question de classe ne signifie pas qu'il ne peut y avoir de solutions intermédiaires. A l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes, certaines questions nationales ont bien été « résolues » par des interventions impérialistes - sous telle ou telle forme.

La revendication de la création d'un État, que la question nationale vise essentiellement en rapport avec la garantie des droits et la création d'un marché propre, peut passer à une autre phase grâce à des options telles que l'« autonomie » ou la « fédération », comme on peut l'observer dans différents exemples.

En effet, la garantie de droits culturels collectifs - notamment la langue -, de statuts politiques et de possibilités d'organisation représente un point « avancé » d'un point de vue national. En ce sens, cela indique un changement de « statut ».

De plus, ces revendications sont des revendications démocratiques de la bourgeoisie nationale opprimée face à la bourgeoisie de la nation dominante. La possibilité que ces revendications soient instrumentalisées par une autre force (par exemple l'impérialisme) ou utilisées pour ses propres intérêts n'annule pas leur caractère démocratique.

Dans notre cas concret, la solution à la question nationale kurde consiste à garantir les droits nationaux-collectifs du peuple kurde (droit à la sécession, à la fédération, à l'autonomie, aux droits culturels, etc.) Le fait de « renoncer » aux droits nationaux-collectifs ou de « ne pas les exiger » ne signifie pas que la question kurde soit résolue ou que la contradiction entre la nation opprimante et la nation opprimée soit levée.

C'est pourquoi la déclaration d'Abdullah Öcalan dans son « Appel pour la paix et une société démocratique », dans laquelle il souligne que « la conséquence inévitable de la dérive nationaliste - un État-nation séparé, la fédération, l'autonomie administrative et les solutions culturalistes - ne peut pas apporter de réponse à la sociologie historique de la société », indique que la question nationale est insoluble.

En même temps, cela signifie la reconnaissance du privilège de la nation turque de créer son propre État-nation et, en outre, le rejet de diverses « solutions » - même au sens bourgeois du terme -, notamment le droit de la nation kurde de créer son propre État.

Cette position est évidemment inacceptable pour les communistes.

La question nationale kurde n'est en aucun cas « résolue » en Turquie. Elle persiste avec toute son acuité. En ce sens, le problème des droits nationaux des Kurdes en Turquie existe toujours, contrairement à ce qu'affirme Abdullah Öcalan.

L'ère de la lutte armée a-t-elle pris fin ?

D'autre part, une autre réalité doit être soulignée : dans le contexte de la résolution de la question kurde, il convient de mettre en garde contre la rhétorique formulée comme « déposer les armes et ouvrir le canal politique », qui a également des effets dans les rangs du mouvement kurde.

Il peut être compréhensible que ces arguments soient utilisés dans les rangs de la nation dominante, mais ils n'ont aucune signification pour le prolétariat et les peuples opprimés du monde.

En fin de compte, le principe suivant s'applique : « Si un peuple n'a pas d'armée, il n'a rien du tout » !

Bien sûr, le passage de la lutte armée à la lutte politique démocratique est une option. Mais l'essentiel est de savoir s'il existe une base réelle pour cela. Dans la situation actuelle en Turquie, il faut non seulement prendre en compte les obstacles connus à la « lutte politique démocratique », mais aussi le fait qu'il n'existe même pas le moindre vestige de démocratie bourgeoise.

Depuis le passé jusqu'à aujourd'hui, la « politique démocratique » en Turquie n'existe que sur le papier. Dans la pratique, elle n'a pas d'équivalent réel.

Le fascisme n'est pas seulement une forme de gouvernement, mais un mode de gestion de l'État et une partie intégrante de la politique elle-même. C'est pourquoi la terreur fasciste répond à la moindre revendication de droits ou à tout mouvement démocratique et révolutionnaire.

Récemment, sous le nom de « système présidentiel », une politique de répression fasciste a été imposée par le régime AKP-MHP contre toute revendication démocratique, y compris la liberté d'expression. Le mouvement national kurde est l'un de ceux qui en ont fait l'expérience la plus directe et la plus intense.

Il ne faut pas oublier que le mouvement national kurde a pris les armes parce qu'il n'y avait pas de voie pour la lutte démocratique, mais qu'on lui a imposé à la place le déni et l'extermination.

Ce n'était pas un simple choix - (d'autant plus qu'il existe des mouvements nationaux kurdes qui n'ont pas pris les armes, mais qui n'ont pas non plus pu échapper à la lourde répression fasciste) - mais une nécessité dans les conditions de la Turquie et du Kurdistan turc.

Cette réalité existe aujourd'hui, comme elle existait dans le passé. Le fait que certaines choses aient changé ne signifie pas que le fascisme a été éliminé ou que les contradictions - notamment la question nationale kurde - ont été résolues.

D'autre part, la propagande selon laquelle la lutte armée serait un signe de désorientation politique dans le cadre de la « solution » ou de la « paix » est fondamentalement fausse.

Car la lutte armée est déjà en soi une politique. Depuis des années, le slogan « Le rôle de la violence au Kurdistan » permet de critiquer les armes, alors que les mêmes acteurs ont précisément fait du travail politique à travers ces débats. Le rejet de la lutte armée n'annule pas le fait que la lutte armée est en même temps une lutte politique.

La tentative de faire face au fascisme conduit à des théories irréalistes telles que « la lutte armée n'est pas un conflit politique » ou encore « la lutte armée fait obstacle au débat démocratique ».

Mais la pratique a confirmé à maintes reprises que « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Le fait que ceux qui mènent cette lutte nient cette vérité témoigne de leur position idéologique et du fait qu'ils ont désormais décidé de faire de la politique par d'autres moyens.

L'affirmation selon laquelle « l'ère de la lutte armée est terminée » ne peut être considérée que comme une illusion dans les conditions actuelles où le monde se prépare à une nouvelle guerre impérialiste de partage, en particulier dans la région du Moyen-Orient.

En outre, le cours des événements jusqu'à présent a montré à plusieurs reprises que la déclaration d'Abdullah Öcalan selon laquelle « le temps de la lutte armée est révolu » a été réfutée par la réalité.

En 2013, Öcalan a annoncé la fin du conflit armé, alors que dans le même temps, le peuple kurde du Rojava menait une lutte armée victorieuse contre l'EI, au prix d'un coût énorme. Il est également évident que le mouvement kurde au Rojava n'a jusqu'à présent d'autre choix que de se défendre avec les armes contre les attaques turques – directement ou par l'intermédiaire de milices soutenues.

Comme ces faits le prouvent à maintes reprises, l'affirmation selon laquelle l'ère de la lutte armée est révolue est tout simplement fausse. Surtout dans les conditions du Moyen-Orient, la lutte armée n'est pas seulement une option mais une nécessité. La réalité est révolutionnaire et l'ère de la lutte armée n'est pas terminée.

Compte tenu de la situation actuelle du système impérialiste-capitaliste et des signes d'une nouvelle guerre de partage, ainsi que dans les conditions de militarisation croissante à l'échelle mondiale au nom de la « défense », les théories sur la prétendue fin de la lutte armée sont, du point de vue du prolétariat, des peuples et des nations opprimés, simplement synonymes de leur désarmement – et cela est, bien sûr, inacceptable.

Une « société démocratique » est-elle possible dans des conditions fascistes ?

Dans son appel, Abdullah Öcalan aborde les relations turco-kurdes, parle d'un « esprit de fraternité » et déclare que « la nécessité d'une société démocratique est inévitable ».

Comme solution, il propose la « société démocratique » et la « réconciliation démocratique » comme méthodes fondamentales.

Mais dans un système capitaliste, il n'existe pas de démocratie indépendante ou au-dessus des classes. Chaque classe a sa propre compréhension de la démocratie et sa propre forme de démocratie.

Par conséquent, l'idée d'une « société démocratique » ou d'une « démocratie » globale n'est pas réalisable dans un système capitaliste dans lequel la bourgeoisie détient le pouvoir. Un véritable pouvoir populaire et une société véritablement démocratique ne peuvent être réalisés que par la prise du pouvoir par le peuple et l'établissement d'un État populaire.

L'espoir que l'État turc permettra l'avènement d'une « société démocratique » est une illusion qui ne se réalisera jamais.

Le point de départ de cette hypothèse est déjà erroné. Même lorsque l'on appelle à une « société démocratique », l'ensemble du processus de négociation se déroule à huis clos. Il n'existe aucune explication publique complète de ce qui se passe exactement et des accords qui ont été conclus – ce qui signifie que même un « débat démocratique » n'est pas possible.

De plus, l'une des parties impliquées est en isolement sévère. Avant même de pouvoir parler d'une « société démocratique », il faut d'abord que les dures conditions d'isolement d'Abdullah Öcalan soient levées et qu'il soit lui-même libéré. Si l'on veut vraiment instaurer une société démocratique, la condition la plus fondamentale serait qu'Öcalan puisse travailler en toute liberté et ait des possibilités illimitées de communiquer avec son organisation.

Abdullah Öcalan justifie son appel à la « dissolution du PKK et au dépôt des armes » en affirmant qu'en Turquie le « déni d'identité a été résolu » et qu'il y a eu « des progrès en matière de liberté d'expression ». Il est toutefois bien connu qu'aucun progrès significatif n'a été réalisé dans ces domaines.

La soi-disant « reconnaissance de l'existence des Kurdes » n'est qu'un geste formel et superficiel. Il est évident que même cette étape minimale ne pourrait être atteinte qu'au prix d'une lutte qui mettrait sa vie en danger.

Mais même cette « reconnaissance » ne saurait remplacer une solution politique concrète à la question nationale, qui se reflète dans un statut juridiquement sûr. De plus, l'état actuel de la liberté d'expression est si manifestement catastrophique qu'aucune discussion n'est nécessaire.

Le point crucial qu'Öcalan oublie – ou plutôt qu'il juge mal parce qu'il ne considère pas la question d'un point de vue de classe – est la cause profonde de la question nationale en général et de la question nationale kurde en particulier.

La question nationale kurde ne peut se réduire à la négation de l'identité ou à la restriction de la liberté d'expression. La cause du problème kurde ne se trouve pas non plus dans la nation kurde elle-même. La cause principale est l'oppression nationale exercée systématiquement contre le peuple kurde.

Cette oppression nationale affecte non seulement les Kurdes en tant qu'individus, mais l'ensemble du peuple kurde en tant que sujet collectif – à l'exception d'une petite élite de grands propriétaires terriens et de la grande bourgeoisie qui sont étroitement liés aux cercles dirigeants turcs. En dehors de cette minorité privilégiée, l'ensemble de la société kurde – les ouvriers, les paysans, la petite bourgeoisie urbaine et les petits propriétaires terriens kurdes – continue d'être soumis à cette oppression nationale.

La cause fondamentale de la question kurde n'est donc pas la question de l'identité, mais l'oppression nationale systématique exercée par les classes dirigeantes de la nation turque.

Par conséquent, la politique d'oppression nationale du pays au pouvoir continue d'exister, à l'exception de quelques concessions faites à la suite de la lutte de la nation kurde. La question kurde n'a pas été résolue.

Dans notre région du monde, la solution à la question nationale kurde reste l'une des tâches de la Révolution Démocratique Populaire. Dans les conditions du fascisme, une solution révolutionnaire à la question kurde n'est pas possible.

Bien sûr, certaines mesures peuvent être prises à la suite d'une lutte révolutionnaire et démocratique.

Il n'est pas faux de soutenir des mesures progressistes qui pourraient contribuer à résoudre les principales contradictions, notamment la question kurde, en Turquie et au Kurdistan turc, et de subordonner ces réformes au mouvement révolutionnaire.

Mais promouvoir les réformes comme solution et même prétendre que la nation kurde a déjà exercé son droit à l'autodétermination dans les conditions actuelles est une erreur.

En outre, Abdullah Öcalan soutient dans sa déclaration qu'« il n'y a et ne peut y avoir d'autre voie pour les aspirations systémiques et leur mise en œuvre que la voie démocratique ». « La réconciliation démocratique est la méthode fondamentale. »

Mais dans le monde d'aujourd'hui et dans une société de classes, cette vision est fondamentalement fautive. Dans une réalité où les classes existent, le concept de démocratie dépend également de la classe. Le système mondial impérialiste-capitaliste basé sur la propriété privée, ainsi que la réalité de la Turquie et du Kurdistan turc, montrent que l'État n'est rien d'autre qu'un instrument d'oppression d'une classe sur une autre. Aujourd'hui encore, la soi-disant démocratie bourgeoise est remise en question.

Depuis sa fondation, la démocratie bourgeoise en Turquie a une nature fasciste. « Notre pays n'a jamais connu une véritable démocratie civile, il n'en a goûté qu'à quelques fragments. » (Ibrahim Kaypakkaya, Oeuvres complètes). C'est ainsi que la politique nationale d'oppression contre la nation kurde, ainsi que d'autres contradictions, ont été maintenues sous le couvert de la « démocratie ».

La libération des nations turque et kurde, ainsi que des différentes nationalités et communautés religieuses de Turquie, de l'exploitation, de l'oppression et de la dépendance n'est pas possible dans ce système et dans la soi-disant démocratie. La lutte des peuples pour leur libération ne requiert pas de « réconciliation démocratique », mais des moyens et des méthodes extérieurs au système. Ce n'est pas un choix, mais une nécessité.

Le fascisme de la République de Turquie turc doit être la cible !

Dans le procès en cours, Abdullah Öcalan, autrefois qualifié de « chef terroriste » par l'État turc, est désormais reconnu comme un leader qui défend la paix et appelle à une solution.

Même si la propagande médiatique de l'État turc présente ce développement comme « l'élimination du terrorisme », des discussions auront lieu au niveau national et international sur les « devoirs » de l'État turc, sa démocratisation et les mesures nécessaires.

Cela n'est pas explicitement mentionné dans la déclaration officielle d'Abdullah Öcalan, mais il a été rendu public via Sırrı Süreyya Önder qu'Öcalan a également formulé les obligations de l'État turc en échange de « l'accord » conclu.

Il semble que l'État turc n'ait pas inclus ces déclarations dans le communiqué officiel. Öcalan souligne les changements juridiques et constitutionnels qui visent à sauvegarder les droits politiques de la nation kurde et souligne que le dépôt des armes et la dissolution de l'organisation doivent avoir lieu simultanément avec des réformes juridiques démocratiques nationales.

Ces revendications sont clairement des revendications « progressistes » et « démocratiques » dans des conditions fascistes. La question de savoir si ces mesures seront effectivement mises en œuvre ou non est une toute autre question. Indépendamment des calculs du fascisme turc, ces revendications doivent être soutenues et défendues.

L'attitude du prolétariat conscient envers la question nationale en général et la question nationale kurde en particulier est claire. Il est utile de le rappeler une fois de plus :

« ...Indépendamment de sa nationalité, le prolétariat turc conscient soutiendra inconditionnellement et pleinement le caractère démocratique général du mouvement national kurde, qui est dirigé contre l'oppression, la tyrannie et les privilèges des classes dirigeantes turques et lutte pour l'abolition de toute oppression nationale et l'égalité des nations.

De même, elle soutiendra sans condition et pleinement les mouvements des autres nationalités opprimées dans cette direction.

... Quelle que soit sa nationalité, le prolétariat turc conscient restera complètement neutre dans les luttes de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers de diverses nationalités pour leurs propres prérogatives et privilèges.

Le prolétariat turc conscient ne soutiendra jamais aucune tendance visant à renforcer le nationalisme kurde au sein du mouvement national kurde ; il ne promouvra ni ne soutiendra jamais le nationalisme bourgeois ; elle ne soutiendra jamais la lutte de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers kurdes pour leurs propres privilèges et prérogatives.

En d'autres termes, elle se limitera à soutenir le caractère démocratique général du mouvement national kurde et n'ira pas au-delà. » (İbrahim Kaypakkaya, Oeuvres complètes)

En conséquence, avec l'appel d'Abdullah Öcalan, un nouveau processus a commencé en ce qui concerne la question nationale kurde.

La différence avec les procès précédents réside dans la nouvelle orientation politique que la bourgeoisie compradore turque met en pratique sous le slogan de « renforcement du front intérieur ».

Il faut donc reconnaître que ce processus comporte des risques non seulement pour le mouvement national kurde, mais aussi pour l'État turc. La question de la « solution ou de la dissolution » est à l'ordre du jour non seulement pour le mouvement national kurde, mais aussi pour l'État turc.

Le problème central est que la « pointe acérée de la flèche » ne doit pas être dirigée contre le mouvement national kurde et Abdullah Öcalan, mais contre le fascisme turc.

La cause et le créateur de la question nationale kurde est le fascisme turc. C'est la dictature fasciste de la bourgeoisie compradore turque. Le fascisme turc est dans une impasse. En raison de cette situation difficile, il cherche un « compromis » avec le mouvement national kurde.

Dans ces conditions, il faut manifester sa solidarité avec le mouvement national kurde. La critique est bien sûr possible et nécessaire. Mais il ne faut pas perdre de vue le véritable ennemi et la lutte révolutionnaire du peuple turc et kurde, ainsi que des différentes nationalités et communautés religieuses de Turquie, doit se poursuivre.

La question de savoir si « l'appel du siècle » signifie une « solution ou une dissolution » sera sans aucun doute tranchée par les épreuves et les luttes à venir. Cela exige cependant que l'opposition révolutionnaire-démocratique ne reste pas inactive mais intervienne activement dans le processus.

Uniquement repousser la solution à la question nationale kurde jusqu'à une future révolution, en mettant l'accent sur le droit à la sécession libre sous le couvert de la « vraie solution », mais en ignorant la dynamique actuelle et en s'écartant ainsi de la réalité politique des événements quotidiens, est intenable.

Du point de vue de la Révolution démocratique populaire en Turquie, c'est inacceptable. Le problème doit être compris non seulement comme une question d'équilibre des pouvoirs, mais avant tout comme une question de clarté idéologique.

TKP/ML Comité Central – Bureau Politique

10 mars 2025



Renforçons la lutte pour les droits nationaux et démocratiques du peuple kurde !

Le MLKP (Parti Communiste Marxiste-Léniniste) est l'aboutissement de l'union de plusieurs organisations, en 1994. Il suit la ligne « albanaise » et considère qu'il faut tout unifier autant que possible, repoussant ainsi les questions idéologiques.

Il a ce titre été très proche du PKK, dès le départ, et a été un fervent soutien du Rojava.

Depuis 26 ans, le leader du peuple kurde Abdullah Öcalan est détenu dans un isolement spécial sur l'île d'Imralı.

Il a lancé un « appel à la paix et à une société démocratique », déclarant sa responsabilité historique de mettre fin à la lutte armée et de dissoudre les forces armées, afin de créer des conditions qui reconnaissent les libertés et les droits démocratiques fondamentaux des peuples kurde et turc.

Il a appelé le PKK à convoquer un congrès extraordinaire pour décider de cette question. Dans le cadre de cet appel, il a déclaré que de nouvelles mesures pratiques ne pouvaient être prises que par le biais de dispositions politiques et juridiques prises par l'État et que la Turquie ne pouvait résoudre la crise actuelle sans changements et transformations démocratiques.

En tant que MLKP, nous maintenons notre position inébranlable selon laquelle le droit du peuple kurde à la liberté nationale, à l'égalité et à l'unité nationale est indispensable, et nous déclarons notre soutien aux demandes démocratiques nationales soulevées par l'« Appel pour la paix et une société démocratique ».

Nous appelons les millions d'opprimés des peuples kurde et turc, ainsi que les communautés nationales des Arabes, Circassiens, Arméniens, Grecs, Bosniaques, Pomaks, Assyriens, Chaldéens, Albanais, Roms, Lazs, Géorgiens et Azerbaïdjanais, ainsi que les Musulmans, Chrétiens, Juifs, Alévites et Yazidis, à unir leurs luttes pour les revendications suivantes : la déclaration immédiate d'un cessez-le-feu par le gouvernement colonialiste fasciste de Tayyip Erdoğan, la libération d'Abdullah Öcalan et de tous les prisonniers politiques, la fin des attaques coloniales, la fin de l'occupation du Rojava [Kurdistan syrien] et du Başûr [Kurdistan irakien], la reconnaissance constitutionnelle et juridique du droit du peuple kurde à l'existence nationale et du droit à l'éducation dans sa langue maternelle, et l'abrogation de la loi antiterroriste colonialiste fasciste.

Nous invitons toutes les forces révolutionnaires et antifascistes conséquentes de nos peuples à prendre position contre le chauvinisme du TKP [Parti Communiste de Turquie] et d'autres chauvins sociaux qui ont accueilli avec jubilation la demande d'arrêt de la lutte armée dans le cadre de l'« Appel pour la paix et une société démocratique ».

Ils qualifient de « terreur » le fait que toutes les réalisations du peuple kurde au Kurdistan du Nord ont été obtenues grâce à des sacrifices illimités dans la lutte armée, sous la direction des guérilleros, incarnés par des dizaines de milliers d'immortels, et de « séparatisme » les revendications démocratiques nationales du peuple kurde.

Nous insistons fortement sur le point de vue de l'« Appel pour la paix et une société démocratique », qui déclare : « Il n'y a pas de voie en dehors de la démocratie pour la recherche et la mise en œuvre de systèmes ».

Il ne saurait y en avoir. Le consensus démocratique est la méthode fondamentale », est incompatible avec la réalité de la polarisation entre les oppresseurs et les opprimés, les riches et les pauvres, les dirigeants et les peuples opprimés en Turquie, au Kurdistan et dans le monde entier.

Dans un monde où la classe dirigeante, par le biais de ses appareils d'État, détient le monopole de la violence, a accès aux moyens de violence, est armée jusqu'aux dents, fascise les appareils d'État et divise le monde par le sang et le feu, il est impossible pour la classe ouvrière, les femmes, les peuples opprimés et les travailleurs, sans la lutte armée et la violence révolutionnaire de masse, d'obtenir leurs revendications fondamentales, de gagner la liberté et de créer un monde juste et humain.

Le MLKP poursuivra la lutte pour la liberté contre le régime fasciste, le colonialisme négationniste, le système patriarcal, l'exploitation capitaliste et l'impérialisme, pour l'Union des républiques populaires de Turquie et du Kurdistan, pour la Fédération démocratique et socialiste au Moyen-Orient et pour la guerre pour le socialisme, en utilisant tous les moyens et toutes les formes de lutte.

Comité central du MLKP

